

***Direction Régionale de l'Action Sociale du District
de Bamako***

Rapport

***Evaluation à mi parcours des activités
d'alphabétisation du programme protection
spéciale Mali - Unicef.***

**Rapport préparé pour la Direction Régionale de l'Action
Sociale du District de Bamako**

**Rapport préparé par
Dr. DIARRA Sékou Oumar
Consultant**

Juin - Juillet 2000.

Remerciements

Ce rapport est l'aboutissement d'un travail qui a commencé dans les locaux de la Direction régionale de l'action sociale du District de Bamako, qui s'est poursuivi dans les services sociaux des communes et les 6 quartiers dans lesquels sont implantés les centres d'alphabétisation pour femmes adultes et pour adolescentes du programme protection spéciale Mali - Unicef.

La collecte de données a mobilisé beaucoup d'acteurs sur le terrain dont les auditrices et les animatrices d'une part et d'autre part les structures d'encadrement, de suivi et d'évaluation. C'est le lieu ici de leur adresser à toutes et à tous nos sincères remerciements pour leur disponibilité et les gros efforts déployés pour nous rendre la tâche facile.

Nos remerciements s'adressent au Directeur Régional de l'Action Sociale du District ainsi qu'à ses collaborateurs pour leur disponibilité et surtout leur patience et leur soutien durant cette étude.

Nous remercions enfin l'Unicef pour son appui financier à la réalisation de l'étude.

Liste des acronymes

- **A.F.E.M = Association des Femmes Educatrices du Mali**
- **A.G.R = Activité Génératrice de Revenus**
- **A.M.P.P.F = Association Malienne pour la Promotion du Planning Familial.**
- **A.S.S.A.CO = Association de Santé Communautaire**
- **C.A.O.A = Collectif des Associations et ONG en Alphabétisation**
- **D.B.C = Distributeur à Base Communautaire**
- **D.N.A.F.L.A = Direction Nationale de l'Alphabétisation Fonctionnelle et de la Linguistique Appliquée**
- **D.N.A.S = Direction Nationale de l'Action Sociale**
- **D.R.A.S = Direction Régionale de l'Action Sociale**
- **D.R.E = Direction Régionale de l'Education**
- **I.E.C = Information, Education, Communication**
- **M.S.T = Maladie Sexuellement Transmissible**
- **P.D.U = Programme de Développement Urbain**
- **P.E.V = Programme Elargi de Vaccination**
- **PRODEC = Programme Décennal de l'Education**
- **S.A.F = Section Alphabétisation Fonctionnelle**
- **T.D.C = Technicien de Développement Communautaire.**

Sommaire

Titre	N° Page
Résumé	5
Introduction	9
Contexte	10
Méthodologie	10
Echantillon	12
Instruments	12
Analyse et traitement des données	13
Résultats	14
Constats	15
Impact des activités	15
Forces et faiblesses	29
Forces	40
Faiblesses	40
Proposition d'amélioration	41
Bibliographie	45
Annexes	48
Annexe I :Termes de référence	49
Annexe II : instruments de collecte des données	
Annexe III : Supports de suivi et d'évaluation	
Annexe IV : Protocole d'entente n°006 : DRAS - Nyèsigiso	

Résumé

La nouvelle politique éducative au Mali : le Programme Décennal de l'Education (PRODEC) se propose de permettre, d'ici l'an 2008, à 40% de femmes contre 7% seulement en 1996 d'être alphabétisées. L'appui de l'Unicef au PRODEC s'inscrit dans le cadre du programme de coopération entre le Mali et l'Unicef pour la période 1998 - 2002. Ce programme repose sur une approche de promotion des droits de la femme et de l'enfant. Un des volets du programme « Protection Spéciale » est l'appui à l'insertion sociale et économique des groupes de femmes et des jeunes filles. Le préalable à cette insertion est l'alphabétisation considérée dans le programme comme la principale porte d'entrée à toutes les autres activités.

Le volet alphabétisation du programme protection spéciale Mali - Unicef a démarré en 1998 dans le District de Bamako avec uniquement des centres pour adultes. La forte présence des adolescentes aux sessions de formation des adultes a amené les responsables à ouvrir en 1999 des centres pour adolescentes. Les centres sont encadrés par des animatrices. Le suivi est assuré par les services sociaux des communes et les superviseurs de l'AFEM et du CAO. Une supervision intégrée est effectuée au début et à la fin de chaque session de formation. Le suivi pédagogique est confié à la SAF de la DRE.

L'évaluation à mi parcours du programme d'alphabétisation des femmes et des filles dans le District de Bamako a porté sur une population cible de 2487 femmes adultes et 299 adolescentes appartenant respectivement à 140 groupements féminins et 13 groupements d'adolescentes. Des données qualitatives et quantitatives furent collectées auprès d'un échantillon raisonné tiré de cette population et des structures d'encadrement, de suivi et d'évaluation.

Au regard des résultats, il ressort que du point de vue du statut matrimonial, les femmes adultes sont majoritairement mariées tandis que les adolescentes sont à 93% célibataires. Du point de vue des préacquis, les groupements sont constitués en majorité d'auditrices analphabètes.

La méthode pédagogique utilisée dans les centres est la méthode mixte qui réunit les méthodes globale et syllabique. Pour mieux asseoir les acquis, les animatrices exploitent toutes les stratégies susceptibles de favoriser la compréhension et la mémorisation.

La principale force du programme réside dans l'ouverture de centres pour adolescentes. Cette initiative constitue une contribution de qualité dans la résolution de l'épineux problème de sous scolarisation et d'analphabétisme des femmes et des filles. Un autre facteur très encourageant dans le programme est la qualité des acquisitions des auditrices. Les résultats aux tests de lecture - écriture et calcul donnent la preuve du sérieux et de la rigueur dans la transmission des connaissances. Des efforts considérables sont faits pour rendre le matériel didactique disponible à temps et en quantité suffisante. Les supervisions intégrée et rapprochée sont des moyens efficaces pour assurer un bon fonctionnement des centres et un bon déroulement des sessions. On note un engouement certain de la part des femmes et des adolescentes pour le programme. On constate dans tous les quartiers l'émergence d'une dynamique sociale à travers l'implication des femmes aux activités communautaires d'une part et d'autre part la constitution de groupements d'intérêt au sein desquels naissent de nouvelles formes de solidarité.

Le programme comporte quelques points faibles notamment sur le plan organisationnel, l'analyse des causes du retard dans le paiement des frais de transport des animatrices fait apparaître un problème de procédure.

L'approche pédagogique à un caractère technocratique faisant très peu appel aux capacités réelles et aux besoins des auditrices.

Sur le plan didactique, les manuels destinés aux adultes et adolescentes sont conçus sous le modèle de l'école primaire classique. Or pour les auditrices de ces centres, les programmes d'alphabétisation sont plus attractifs s'ils sont associés à l'acquisition de compétences utiles en rapport avec la vie de tous les jours.

Au niveau du suivi, la pratique en cours est plutôt axée sur la supervision. Le suivi effectué jusque là ne permet pas de dire avec exactitude ce qui ne va pas dans le dispositif pédagogique prévu.

L'une des raisons de l'alphabétisation est de permettre à l'individu d'avoir une certaine autonomie par rapport à l'écriture, la lecture et le calcul. Mais le constat est que les personnes jugées avoir maîtrisée la lecture l'écriture et le calcul lors des évaluations formatives, retombent dans l'analphabétisme. Sur la plan des animations les supports utilisés sont loin de faire l'unanimité.

Au regard des ces constats, nous pouvons dire qu'à terme la méthode pédagogique en cours pourrait constituer un handicap majeur pour le programme

Au niveau du suivi, l'ouverture de nouveaux centres d'alphabétisation et l'expérimentation de centres de post alphabétisation exigent un suivi rigoureux et structuré.

Un effort très important doit être fait dans le suivi et l'appui des groupements après les sessions de formation.

Au niveau de l'animation, il est nécessaire de renforcer les supports d'animation en augmentant le nombre de vidéo mobile.

Des efforts doivent être entrepris au niveau de l'Unicef et des structures d'encadrement pour régulariser le paiement des frais de transport des animatrices.

En ce qui concerne l'approche communautaire pour l'identification des centres, la stratégie adoptée consistant à conditionner l'alphabétisation à l'octroi de crédit doit être revue.

Certains quartiers comme Sabalibougou sont saturés. Pour les nouvelles créations, la possibilité d'aller vers d'autres quartiers vierges doit être envisagée.

1. Introduction :

Le volet alphabétisation du programme de Protection Mali - UNICEF a été lancé par la Direction Régionale de l'Action Sociale du District de Bamako sur la base des résultats encourageants obtenus en alphabétisation des femmes du Projet de Développement Urbain de Bamako (PDU). Il couvre 6 quartiers périphériques du District de Bamako. Les quartiers concernés sont : Sikoroni, Commune I ; Bougouba, Commune II ; Samé, Commune III ; Taliko, Commune IV ; Sabalibougou, Commune V et Niamakoro, Commune VI. Ce programme qui a démarré en 1998 doit se poursuivre jusqu'en l'an 2002. A mi parcours de son déroulement, une analyse du programme dans ses différentes composantes s'avère nécessaire pour en déterminer ses forces et ses faiblesses.

Le présent rapport rend compte des résultats de l'évaluation du volet alphabétisation du programme protection spéciale. Il est structuré autour de 4 points essentiels à savoir, le contexte de l'étude, la méthodologie, les résultats, quelques propositions et la conclusion.

2. Contexte

Au lendemain des événements de Mars 1991 qui ont mis un terme à la dictature militaire et aux systèmes de partis uniques, les autorités de la 3^{ème} république ont opté pour une gestion démocratique et transparente des affaires. Cette option nécessite l'implication de l'ensemble de la population dans tous les aspects de la vie politique, économique et sociale du pays. Un tel objectif ne peut être atteint lorsque le pays compte un des taux de scolarisation et d'alphabétisation les plus faibles au monde. En 1996 par exemple le taux d'alphabétisation n'était que de 23% dont 7% de femmes. Cela est encore moins possible lorsque les femmes et les jeunes filles qui constituent plus de 51% de la population malienne sont les plus touchées par les phénomènes de sous scolarisation et d'analphabétisme et du coup écartées de toute activité de développement à cause du simple fait qu'elles sont analphabètes et sans

qualification. En effet, aucun décollage économique n'est possible pour un pays avec un taux de scolarisation inférieur à 50% et un taux d'analphabétisme très élevé. Face à ces défis, le département en charge de l'éducation nationale a mis l'accent sur l'éducation de base à travers la mise en chantier du Programme Décennal de Développement de l'Education (PRODEC), 1998 - 2008. Ce programme qui constitue désormais la ligne directrice de la politique éducative du Mali pour les années à venir opte très clairement, dans ses options stratégiques, en faveur d'une éducation non formelle renouvelée.

En terme d'objectifs quantitatifs, le PRODEC veut, d'ici l'an 2008, permettre à 50% de jeunes déscolarisés et non scolarisés, âgés de 9 à 18 ans, d'accéder à un apprentissage minimum ; augmenter le taux d'alphabétisation des adultes de 23% (1996) à 50% dont 40% pour les femmes contre 7% en 1996.

Sur le plan qualitatif, le PRODEC cherche à améliorer les contenus des programmes d'apprentissage et d'alphabétisation. Pour ce faire, le programme prévoit d'encourager les collectivités décentralisées et les communautés à mieux s'impliquer dans l'alphabétisation, l'éducation et la formation des adultes et des enfants hors école. Il encourage également le développement d'ONG et d'Associations locales dont l'objectif est l'alphabétisation et la formation des populations ; etc.

Sur un plan politique, le président de la république a fait de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion une des priorités de son second mandat. Ce sont là des raisons objectives qui peuvent motiver et légitimer les actions entreprises en faveur de l'éducation de façon générale et de l'alphabétisation en particulier.

Les appuis de l'Unicef au PRODEC s'inscrivent dans le cadre du Programme de Coopération Mali - Unicef 98 - 2002 qui repose sur une approche de promotion des droits de la femme et de l'enfant. Le programme de protection Mali - Unicef dans sa composante " Protection spéciale " s'articule autour des volets :

- appui à l'insertion sociale et économique des groupes de femmes et de jeunes filles ;
- l'insertion socio - éducative des groupes cibles d'enfants ;
- l'amélioration des connaissances des dits groupes.

En préalable à ces objectifs, une attention particulière a été accordée à l'alphabétisation considérée dans le cadre du programme comme la principale porte d'entrée à toutes les autres activités.

La mise en œuvre du volet alphabétisation a nécessité l'adoption d'une approche nouvelle suggérée par l'évaluation du précédent programme de développement urbain (PDU). Il s'agit de l'expérimentation des centres pour adolescentes de 15 à 18 ans. L'objectif ainsi recherché est d'augmenter sensiblement le taux d'alphabétisation des filles non scolarisées et de répondre à certains de leurs besoins spécifiques.

3. Méthodologie

3.1 L'échantillon

L'évaluation porte sur deux groupes : les femmes adultes de 1998 et 1999 et les adolescentes de 1999. Au total ce sont 2487 femmes adultes appartenant à 140 groupements féminins et 299 adolescentes de 13 groupements qui ont été touchées pendant les deux premières années du programme. A partir de ces groupes, nous avons procédé à un échantillonnage raisonné en choisissant un effectif assez représentatif de femmes et filles touchées. Ainsi 90 femmes adultes (15 femmes par quartier) de la cohorte de 1998, 90 femmes de la cohorte de 1999 et 60 adolescentes (10 par quartier) constituent notre échantillon.

Celles ci ont été testées en lecture - écriture et en calcul. Elles ont été soumises à un questionnaire individuel. Leur cadre de vie a fait l'objet d'une observation dans le cadre de l'enquête.

Des focus groups furent organisés dans les 6 quartiers avec les animatrices et les présidentes ou responsables de groupement. Des

visites de sites et des entretiens approfondies furent menés avec des groupements féminins et des responsables des services sociaux de base (médecins chef de centre de santé et directeurs d'école communautaire).

Au niveau central, des entretiens furent organisés avec les structures d'encadrement pédagogique (AFEM, CAO, DRE, DNAFLA) et les services sociaux des communes d'une part et d'autre part les décideurs et partenaires impliqués dans ce programme furent consultés. A cela, il faut ajouter l'analyse documentaire qui a porté sur la littérature grise du programme.

3.2. Les instruments

Cette évaluation se veut à la fois qualitative et quantitative. Pour ce faire différents types d'instruments ont été élaborés.

- Le questionnaire destiné aux auditrices adultes et adolescentes permet de recueillir toutes les informations relatives à la participation des intervenants, l'impact de l'alphabetisation et des activités connexes sur le comportement des auditrices. Il permet en outre de recueillir des informations sur les forces et les faiblesses du programme selon le point de vue des bénéficiaires.
- Le questionnaire est accompagné d'une grille d'observation du cadre de vie. Il s'agit, à l'aide de cet instrument, de recueillir des données sur l'environnement physique, social, économique et intellectuel de l'auditrice. La grille permet également d'identifier des indices d'impact des activités sur le comportement de l'auditrice.
- Une grille d'observation du site où s'est déroulée la formation a permis de recueillir des informations relatives au cadre physique de la formation et aux conditions dans lesquelles les différentes sessions se déroulent.

- Les tests de lecture - écriture et de calcul à l'intention des auditrices nous permettent de mesurer leur performance dans les disciplines instrumentales de base telles que la lecture, l'écriture et le calcul.
- Un guide d'entretien à l'intention des animatrices et responsables de groupement et des officiels de la DRAS, DRE, AFEM, CAO et Services Sociaux des Communes nous permet de recueillir les informations relatives aux niveaux d'intervention de chaque intervenant, à leur rôle dans le programme d'une part et d'autre part aux forces et faiblesses de la méthodologie utilisée. Le guide d'entretien permet également d'obtenir des intervenants des propositions sur les moyens d'aplanir les difficultés et améliorer le programme.

3.3 L'analyse et le traitement des données.

Dans cette étude nous avons recueilli des données quantitatives et des données qualitatives qui permettent d'atteindre les objectifs fixés par les termes de référence. Nous utilisons, pour les données quantitatives, le calcul des moyennes et pourcentages en vue de comparer les performances des auditrices adultes et adolescentes en lecture - écriture et calcul. Des comparaisons sont faites entre les groupes cibles ou entre les cohortes. Les résultats sont analysés et commentés.

L'analyse de contenus est appliquée aux données qualitatives et aux questions ouvertes des questionnaires. Les informations obtenues permettent, dans un souci de triangulation, d'illustrer, de confirmer ou d'infirmer certaines tendances dégagées à partir des données quantitatives. Sur la base des analyses, les forces et les faiblesses du programme sont identifiées à partir desquelles des propositions d'amélioration sont faites.

4. Les résultats

4.1 Les constats

Un des objectifs que nous nous sommes assignés dans cette étude est de fournir autant de renseignements que possible sur le programme pour permettre aux décideurs d'envisager des solutions appropriées aux difficultés qui seront soulignées. Aussi nous nous proposons d'abord de présenter le programme tel qu'il se présente actuellement sur le terrain. Ensuite nous présenterons l'impact du programme à partir des constats faits et des informations sortant directement des données recueillies. Nous présenteront par la suite, les forces et les faiblesses du programme. Enfin nous formuleront quelques recommandations.

4.1.1 Présentation du programme

Les activités d'alphabétisation du programme protection spéciale Mali - UNICEF ont démarré en 1998 dans les quartiers périphériques de Bamako avec uniquement des centres pour adultes. Devant le grand nombre de jeunes filles et d'adolescentes présentes aux sessions de formation comme auditrices ou comme simples spectatrices venant s'agglutiner à la fenêtre des centres, les responsables du programme ont revu leur stratégie en décidant d'ouvrir à partir de 1999 des centres pour adolescentes. Les auditrices sont formées au cours d'une session de 4 mois à raison de 2 heures par jour pendant 4 jours (lundi, mardi, mercredi et vendredi). Elles sont constituées en groupements et encadrées par des animatrices.

a) Les groupements : identification, organisation et fonctionnement.

Le groupement est constitué de l'ensemble des auditrices qui forment une classe au cours d'une session de formation. Plusieurs groupements peuvent fonctionner à la fois dans le même quartier. Le nombre d'auditrices d'un groupement au démarrage de la session tourne généralement autour de 30 personnes. L'identification des groupements et leur organisation est conduite par les techniciens de développement communautaire des services sociaux de communes assistés en la circonstance par les animatrices secondes des quartiers. Cette activité commence d'abord par une sensibilisation des différents responsables : élus locaux, notables et leaders d'opinions du quartier. Ensuite, l'on passe à l'Assemblée Générale des femmes au cours de laquelle la question d'alphabétisation est soumise à leur appréciation.

L'identification des groupements peut se faire de deux manières. Dans le premier cas, il existe déjà dans le quartier des groupes de femmes organisés et structurés (cas des associations féminines) ou non structurés (cas des tons et tontines). Le mode d'organisation interne de ces groupements est conservé. Le second cas de figure, et qui est le plus courant surtout chez les adolescentes, est l'absence totale de groupes organisés. Dans ce cas, le TDC et les animatrices créent le groupement en réunissant une trentaine de femmes ou d'adolescentes volontaires et désireuses de prendre part à la formation. Celles ci désignent parmi elles une présidente du groupement.

Au cours de la phase de sensibilisation qui est une étape décisive de la vie du projet devrait se faire sur la base d'un intérêt réel ou d'un désir véritable d'apprendre à lire, à écrire et à calculer. Or tout laisse croire ici que l'adhésion des femmes au programme se fait plutôt sur la base de promesses : " on vous alphabétise et on va financer vos petits projets de développement ". Cela pose une fois de plus l'épineux problème de la conception des cibles. En effet, les femmes semblent être

attirées par la promesse de financement que par conviction de lutter contre l'analphabétisme pour amorcer leur propre développement.

b) Les auditrices :

Il existe deux publics cibles : les femmes adultes et les adolescentes. L'enquête a été effectuée auprès de 180 femmes adultes et 60 adolescentes. Leur statut matrimonial et leur formation antérieure sont quelques traits caractéristiques des auditrices que nous présentons dans les tableaux 1 et 2 :

Tableau 1 : statut matrimonial des auditrices.

Statut	Femmes adultes		Adolescentes
	Cohorte 98	Cohorte 99	
Mariées	91%	91%	5.7°
Divorcées	1.1%	1.1%	1.9%
Veuves	7.9%	5.6%	0%
Célibataires	0%	2.2%	92.5%

Tableau 2 : taux de fréquentation antérieure d'une structure éducative.

Structure apprentissage	Femmes adultes		Adolescentes
	Cohorte 98	Cohorte 99	
Ecole fondamentale	31.8%	30.1%	20.3%
Médresa	0%	2.4%	0%
Coranique	4.5%	2.4%	0%

Il ressort de ces deux tableaux que l'échantillon est composé essentiellement de femmes adultes mariées 91% et d'adolescentes célibataires 92.5%.

Parmi les femmes adultes on compte des veuve 8% et des célibataires. Toutefois les taux de femmes adultes divorcée ou célibataires sont très insignifiants. Les femmes adultes sont en majeure partie dans la tranche d'âge de 21 à 40. Celles ci sont au nombre de 144 sur les 180 femmes de l'échantillon. 27 femmes sont dans la tranche d'âge comprise entre 41 et 50 ans et 6 femmes ont plus de 50 ans. En ce qui concerne leur niveau d'instruction, elles sont en grande majorité non scolarisées. Cependant 31.8% de la cohorte 98 et 30.1% de la cohorte 99 ont fréquenté l'école fondamentale avant d'assister à la formation. A ce lot, il faut ajouter 2 à 4% de femmes ayant fréquenté une école coranique contre 2.4% une médersa.

Quant aux adolescentes, elles sont majoritairement célibataires. Leur âge varie entre 13 et 25 ans. Une seule auditrice est âgée de 10 ans et 4 ont plus de 25 ans. En ce qui concerne leur niveau d'éducation, on constate que 20.3% ont déjà fréquenté l'école fondamentale.

Il apparaît également que les groupements sont constitués d'auditrices ayant des niveaux hétérogènes. En effet, certaines auditrices maîtrisent déjà les connaissances instrumentales en lecture, écriture et calcul avant d'arriver au centre. Celles-ci sont enseignées dans la même méthode que celles qui sont à leur première expérience d'alphabétisation.

Un autre aspect qu'il convient de souligner est le fait que les femmes adultes sont à plus de 90% des femmes mariées tandis que les adolescentes sont majoritairement célibataires (92.5%). Ce sont là deux publics dont les préoccupations et les centres d'intérêt ne sont pas forcément identiques, cependant elles sont soumises dans le cadre du programme protection spéciale aux mêmes modules de formation. Cette situation peut poser sur un plan pédagogique un problème de motivation et d'assiduité.

a) Les sites

Le choix du lieu de la formation est laissé à l'initiative des groupements. Cette pratique a l'avantage de réduire les distances et de favoriser une bonne fréquentation. En cas d'absence ou de retard, la position centrale du site fait que les animatrices ont la possibilité de se rendre à pied chez les auditrices.

Les sites observés sont généralement des cours de maisons (66.7%). Dans 83.3% des cas, les sites sont bien clôturés et les cours sont généralement propres et bien entretenues. On note de l'ombrage dans les cours où ont lieu les formations et 61.1% des sites disposent de latrines propres. Par contre il n'y a que 17% des sites qui sont électrifiés contre 78% non électrifiés.

En ce qui concerne le mobilier (table banc principalement) on note 7 sites équipés en table bancs sur les 18 observés. Là où il existe des table bancs, leur état est jugé insatisfaisant dans 44.4% de cas contre 5.6% de cas où l'état du mobilier est jugé satisfaisant. Les auditrices, dans leur appréciation du programme, ont déploré l'inexistence et / ou la vétusté du mobilier.

A la différence des centres d'alphabétisation traditionnels, les auditrices s'assoient sur des chaises, des escabeaux, des bancs et même sur des nattes. Si cette innovation a l'avantage de sortir la formation du cadre des centres classiques et de l'intégrer au milieu, elle n'est pas sans conséquences sur le processus d'apprentissage. Des auditrices qui apprennent à lire, à écrire et à calculer doivent être mise dans une position appropriée favorisant les apprentissages : c'est à dire s'asseoir dans une position correcte et avoir un support pour y poser ses documents.

b) Les intervenants et leur niveau de participation

Le programme est exécuté sur le terrain grâce à la collaboration étroite d'un certain nombre d'intervenants. L'analyse des rôles et niveaux d'intervention des structures et organismes impliqués nous donne le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : les intervenants et leur niveau de participation.

Intervenants	Rôle et Niveau de participation
1 DRAS	Coordination des activités du programme, supervision intégrée au début et à la fin de chaque session
2 Services sociaux de communes	Approche communautaire, identification et mise en place des groupements, sensibilisation des leaders communautaires et des autorités locales. Animations IEC, supervision des centres 2 fois par semaine et par centre. Supervision intégrée
3 UNICEF	Financement du programme : frais de déplacement des animatrices (principales et secondes), achat de motos et dotation en carburant pour les agents de supervision et de suivi (DRAS, DRE etc.), achat fournitures scolaires et matériels didactiques pour les centres. Fonds de garantie, Perdiem et logistique pour la supervision. Supervision intégrée.
4 DRE	Suivi des centres alphabétisation. Harmonisation des contenus avec la politique nationale d'éducation non formelle. Formation initiale et continue des animatrices principales des centres adolescentes. Supervision intégrée.
5 AFEM	Encadrement pédagogique des centres alpha pour adultes. Suivi des animatrices principales et secondes. Formation des formateurs. Supervision intégrée.
6 CAO A	Encadrement pédagogique des centres alpha pour adolescentes. Suivi des animatrices principales et secondes. Activités connexes (couture, art culinaire) Supervision intégrée.
7 Nyèsigiso	Protocole d'entente avec la DRAS. Financement de projets initiés par les groupements du programme. Suivi technique des groupements bénéficiaires. Formation, information des groupements en gestion.
DNAFLA	Formation initiale et continue des formatrices. Evaluation
Hydraulique	Adduction d'eau, pompe solaire, forage
Santé / AMPPF	Appui technique : IEC en planning familial.

4.1.2 La formation de base

a) Le volet alphabétisation.

Il comporte deux phases essentielles : une phase alphabétisation et une phase post alphabétisation. Cette dernière ayant démarré en 2000, elle n'est pas concernée par l'évaluation. Quant à la phase alphabétisation ses objectifs sont de plusieurs ordres. Il s'agit d'apprendre aux femmes et aux adolescentes les connaissances instrumentales que sont la lecture, l'écriture et le calcul ; de leur faire acquérir des connaissances sur les notions de planification familiale, de santé maternelle et infantile, de MST/Sida ; de les initier à la gestion et les inciter à l'accès aux services sociaux de base. On retrouve dans les objectifs des éléments de stratégie tels que l'animation des causeries débats sur des thèmes liés à la vie familiale et à l'environnement.

Au regard de ces objectifs, on peut se poser la question de savoir que vise-t-on à travers cette activité ? S'agit-il tout simplement de leur apprendre les connaissances instrumentales de base en lecture, écriture et calcul en vue de favoriser une meilleure appropriation des autres activités du paquet ou il s'agit de leur donner, en plus des connaissances instrumentales, d'autres compétences en vue de répondre à certains de leurs besoins ? Qui sont les formateurs ? Comment se prennent-ils ?

b) L'encadrement pédagogique :

L'encadrement est assuré par l'AFEM pour les centres des adultes et le CAO A pour les adolescentes. Ces structures emploient des animatrices initialement recrutées et formées par l'AFEM. Il y a les animatrices principales qui sont d'anciennes scolaires ayant interrompu leurs études au second cycle de l'enseignement fondamental. Elles ont généralement atteint le niveau de la 9^{ème} année de l'enseignement fondamental. Elles ont suivi pendant 3 semaines le programme de formation des formateurs en alphabétisation à la DNAFLA. A celles ci sont associées les animatrices

secondes généralement non scolarisées mais ayant démontré au cours de la formation d'alphabétisation des aptitudes et des compétences leur permettant de transférer à d'autres les connaissances acquises.

Celles qui sont envoyées dans les centres pour les adolescentes reçoivent dans les locaux de la Direction Régionale de l'Education une formation supplémentaire en démonstration culinaire et en couture organisée par le CAO. Ces cours sont assurés par l'association des femmes en enseignement ménager. La formation pédagogique initiale et les stages de recyclage sont initiés par l'AFEM et assurés par les agents de la DNAFLA. La mission des animatrices, consiste à :

- alphabétiser les auditrices ;
- organiser des séances d'animation d'IEC ;
- animer des séances d'activités génératrices de revenus et de gestion.
- assurer le suivi du bon déroulement de la formation et l'évaluation.
- favoriser et développer la solidarité au sein des groupements qu'elles encadrent à travers la mise en place des activités d'animation.

Il ressort de ce qui précède que les animatrices assument à la fois des rôles de pédagogue, d'administration et de supervision et de conseillère auprès des auditrices. Malgré leur volonté et leur bonne foi, leur niveau intellectuel (généralement niveau 9^{ème} année pour les animatrices principales et des anciennes auditrices néo - alphabétisées pour les animatrices secondes) et le temps qui leur est imparti (4 mois) leur permettent-il d'assumer à bon escient toutes ces tâches ?

c) La méthode pédagogique

Sur la base des analyses documentaires effectuées et des entretiens avec les animatrices et les structures d'encadrement et de suivi sur la méthode de formation, il apparaît clairement que la pratique en vigueur relève de la méthode mixte qui réunit les méthodes globale et syllabique. Ainsi en lecture - écriture, la démarche consiste à partir d'un texte ou

d'une image (affiche, image dans le livret), pour dégager la phrase clé. De là on détermine le mot clé, la syllabe clé pour enfin en arriver à la lettre du jour. Ensuite on remonte à la syllabe, au mot clé et à la phrase.

Pour mieux asseoir les acquis, les animatrices sont invitées à exploiter toutes manifestations ou toutes les stratégies susceptibles de favoriser la compréhension et la mémorisation. Pour ce faire, elles utilisent les étiquettes servant de support pour l'inscription des lettres (identification et association). Elles font répéter individuellement et collectivement la lettre du jour.

En écriture les auditrices des centres d'alphabétisation sont soumises aux mêmes pratiques que dans les classes d'initiation des écoles fondamentales. En effet, les différentes phases adoptées sont la maîtrise de la position de l'écritoire, la formation de la lettre à écrire dans le vide avec le doigt, formation de la lettre avec le doigt sur la table et sur l'ardoise enfin écriture sur l'ardoise ou dans une double ligne au tableau.

En calcul, la numération prévoit les nombres de 0 à 100. L'apprentissage des 4 opérations : addition, soustraction, multiplication et division se fait avec ces nombres.

L'approche pédagogique ainsi développée se retrouve dans les classes d'initiation des écoles primaires de l'enseignement fondamentale. Elle a certes fait ses preuves dans le domaine de l'alphabétisation, la preuve en est le nombre assez important de néo alphabètes formés par la méthode. Mais la société évolue et avec elle, les besoins et les aspirations des personnes. Les auditrices qui viennent dans ces centres d'alphabétisation ne sont pas toutes à leur première expérience éducative. On y rencontre d'anciennes élèves déscolarisées aussi bien chez les adultes que chez les adolescentes. On y rencontre également des autodidactes qui veulent simplement apprendre les règles de transcription de la langue. Face à un tel public, la méthode utilisée n'est pas la mieux indiquée pour répondre aux besoins de l'ensemble des auditrices.

d) Le matériel didactique :

Les matériels didactiques utilisés sont les livrets de lecture - écriture et de calcul, les cahiers des auditrices et des animatrices, la craie etc.

Le livret de lecture - écriture utilisé est le manuel pour les femmes " musow ka kalangafe " une production DNAFLA - Unicef - Mali 1993. Il est composé de 45 leçons bâties autour de trois thèmes essentiels : les travaux ménagers, l'agriculture et l'élevage et les métiers. A chacun des thèmes correspond un certain nombre de leçons et pour chaque leçon les auditrices découvrent une lettre de l'alphabet.

Le livret de calcul est le " jate kalan san fôlô " livret de calcul pour la première année. Ce document est organisé autour des 4 opérations : addition, soustraction, multiplication et division. Le préalable à ces opérations est la connaissance des chiffres de 0 à 9. Ensuite l'auditrice doit pouvoir les écrire et c'est alors que l'on passe aux différentes opérations.

Ces livrets sont fournis aux centres par la DRAS. Les quantités sont souvent insuffisantes. Cela est surtout perceptible pour le livret de calcul " Jate kalan san fôlô ". Dans certains centres le matériel didactique arrive avec beaucoup de retard. Les animatrices dans bien de cas achètent les cahiers de leur poche. Mais depuis le début de la campagne 1999 - 2000, un effort important est fait pour rendre le matériel didactique disponible au démarrage de chaque session.

e) Volet acquisition de compétences

Il s'agit ici de l'ensemble des activités relatives au transfert aux auditrices des attitudes et des aptitudes en matière de gestion, de planification familiale, de santé maternelle et infantile, MST/Sida, hygiène du corps et de l'environnement, l'assainissement. Ces notions

sont enseignées lors des séances d'animation en IEC (Information, Education et Communication).

Les techniciens de développement communautaire chargés de programme dans les services sociaux dans les communes et les relais sociaux des quartiers animent ces séances. Certaines animatrices bien formées peuvent également animer les séances IEC. Elles se déroulent suivant un calendrier établi par l'animatrice et les chargés de programme. Elles durent 15 à 20mn au début ou à la fin du cours d'alphabétisation.

En marge des thèmes abordés lors des séances IEC dans les deux types de centre (adultes et adolescentes), on note sur le terrain des activités relatives à l'acquisition de compétences en teinture, en fabrication de savon et en couture. Ces activités relèvent plus souvent des initiatives des membres du groupement ou des animatrices mais ne font pas l'objet d'une activité structurée et exécutée dans tous les centres. A Sabalibougou, par exemple, un groupement a invité une personne ressource qualifiée dans la fabrication de crème et pommade à base de légumes (carotte notamment) ou de végétaux à venir leur apprendre sa recette. Quelques séances furent organisées à cet effet. Le groupement s'est par la suite investi dans cette activité.

Le CAO A a introduit dans leur cursus de formation des adolescentes la démonstration culinaire et la couture. La démonstration culinaire met plutôt l'accent sur l'aspect préparation des plats. Par contre elle se soucie peu d'apprendre aux auditrices les valeurs nutritives des différents ingrédients entrant dans la confection d'un plat. Ces activités sont exécutées par les animatrices des centres qui auraient reçu, pour la circonstance, une formation dans ce domaine. La couture et la démonstration culinaire ne font pas parti du paquet éducatif du programme. Aussi elles ne semblent pas se dérouler suivant un programme structuré. Le nombre de séances sur ces activités dépend des possibilités financières du collectif. Au cours de la campagne 1999 certains centres n'ont eu droit qu'à une seule séance de démonstration culinaire.

f) Les supports utilisés :

Les animations en IEC se font généralement à partir de deux supports : les affiches et la vidéo mobile. Parmi les deux ce sont les affiches qui sont les plus disponibles et les plus fréquentes. Les causeries " baroni " se font presque toujours autour des affiches. Celles que nous avons pu observer sont vétustes à la limite inutilisables. Les séances animées avec la vidéo mobile sont très rares pour ne pas dire inexistantes. Elles constituent cependant un puissant facteur d'attraction des auditrices dans les quartiers. Il n'existerait pour l'ensemble des 6 communes du District de Bamako que 2 vidéo mobiles.

4.1.3 Le suivi

Le suivi est une activité capitale dans l'exécution de tout projet ou programme. De la rigueur et du sérieux du suivi dépend la réussite ou l'échec d'un programme. En d'autres termes, toute action de formation ou de développement requiert un suivi rigoureux et constant. Le suivi a un caractère pédagogique et d'appui conseil. Il diffère en cela de la supervision qui revêt un caractère administratif et de contrôle. Chacune des activités doit avoir ses objectifs et ses supports ou instruments.

Dans le cadre de ce programme, le suivi des centres est organisé sous forme de supervision. On relève deux niveaux de supervision et un suivi pédagogique mal organisé. Le suivi social quant à lui est encore très timide pour ne pas dire inexistant.

a) La supervision intégrée ou supervision générale

Elle se déroule deux fois par session ; au démarrage et à la clôture de chaque session. Elle est effectuée par l'ensemble des structures d'encadrement du programme : DRAS, AFEM, CAO, DRE. Son objectif

est de voir l'état de démarrage des centres, de déceler les difficultés qui se posent aux animatrices et aux auditrices et de proposer des solutions. Le support de supervision utilisé lors de cette activité collecte des informations relatives à l'identité du centre, celle des animatrices, l'effectif des auditrices du centre, les constats et les difficultés rencontrées par les animatrices et par les auditrices.

b) la supervision rapprochée

elle est assurée par les techniciens de développement communautaire chargés de programme au niveau des services sociaux des communes. Leur rôle consiste à suivre la régularité du fonctionnement du centre à travers deux passages par semaine dans chaque centre. Le support utilisé pour ce suivi permet de savoir pour chaque centre le nombre de cours effectué par l'animatrice, le nombre d'auditrices présentes et les auditrices régulières. Ces informations serviront à la fin du mois à faire un bilan statistique en terme de fréquentation et de régularité des animatrices. C'est également sur la base de ces fiches que sont calculés les frais de transport dû aux animatrices. Les superviseurs de l'AFEM et du CAO A mènent la même activité avec le même support dans leurs structures respectives. La périodicité de leur passage n'est pas déterminée. Toujours est-il dit que les fiches de présence élaborées par la DRAS en vue du paiement des heures des animatrices leurs sont soumises pour vérification avant d'être acheminées à l'Unicef.

c) Le suivi pédagogique :

Dans l'exécution du programme, la DRAS a confié cette tâche à la Section Alphabétisation Fonctionnelle (SAF) de la DRE du District de Bamako. Celle ci devrait s'occuper en principe du suivi pédagogique et de l'évaluation interne en fin de session. Si l'évaluation est une activité mécanique qui peut se faire dans tous les centres au même moment, le

suivi pédagogique par contre revêt un caractère technique et constant. Or un seul agent de la SAF semble s'occuper du suivi d'une quarantaine de centres dans les 6 quartiers. Mieux, ses activités ne sont pas structurées autour d'instruments de suivi adéquats. Le suivi pédagogique qui permet déjà sur le terrain de corriger certaines insuffisances semble négligé au profit de l'aspect purement administratif.

d) Le suivi social des groupements.

Le suivi social consiste à suivre les groupements, à les organiser et à les orienter pendant et après la formation par des appuis conseils. Si le suivi au cours de la formation est régulier, la majeure partie des groupements éclatent malheureusement le lendemain de la clôture des activités d'alphabétisation faute de suivi post alphabétisation. En effet, quelques groupements parviennent à décrocher un crédit auprès de la caisse grâce à l'appui de la DRAS. Ces groupements sont suivis et supervisés régulièrement par la DRAS et les agents de la caisse. Les autres groupements sont abandonnés après la formation. Il n'existe aucune disposition, ni aucune structure pour accompagner les groupements après la formation. Ceci constitue une lacune importante si l'on sait que le but premier de l'alphabétisation est l'amélioration des conditions et du cadre de vie de ces femmes et jeunes filles.

Sur un plan individuel, les auditrices découvrent pendant la phase d'alphabétisation l'importance des services sociaux de base tels que le centre de santé, l'école, les tribunaux etc. Plusieurs témoignages de responsables de ces services attestent que les femmes sont de plus en plus nombreuses à solliciter leurs concours ou leurs conseils. Dans la majeure partie des cas, ces femmes ou ces adolescentes ne sont pas suivies dans leurs démarches. Que deviennent ces groupements ? Quelles activités mènent-ils depuis la clôture ? Y a-t-il une capitalisation des acquis de la formation ? Ces questions ne sont posées le plus souvent que

dans le cas de la minorité de groupements qui aurait reçu un financement. Ce suivi et ce questionnement permanents sur les femmes alphabétisées est nécessaire pour une meilleure capitalisation des acquis.

4.1.4 Les activités en faveur des groupements et des femmes néo alphabétisées.

Le programme se propose de faire acquérir aux auditrices quelques notions de gestion devant leur permettre de mieux gérer leurs activités quotidiennes de survie (petit commerce, tontine ou " pari " etc.). Lors de la phase de sensibilisation et de démarrage de la session, les groupements sont informés de la possibilité d'avoir un prêt en vue de réaliser un projet. Un protocole d'entente entre la DRAS et le Réseau des caisses d'épargne et de crédit " Nyèsigiso " fut signé en Août 1998. Ce protocole dans son article 1 alinéas 2 stipule que les fonds serviront à garantir exclusivement les prêts accordés aux femmes encadrées par le programme protection Mali - Unicef 1998 - 2002. L'article 2 fixe les conditions de garantie des prêts. Sur la base de ces informations, chaque groupement met en place au cours de la formation une stratégie de collecte de fonds permettant de financer le quota requis pour l'octroi d'un financement. Plusieurs témoignages des auditrices et des structures d'encadrement attestent le fait que la majorité des groupements disposent de ces fonds à la fin de la formation. On constate alors qu'un esprit de groupe et d'entraide se met en place pour les groupes nouvellement créés. Il se renforce pour ceux qui existaient déjà. Toujours est-il dit que le programme d'alphabétisation est un cadre favorable pour des formes de solidarités et d'assistances mutuelles pour ces femmes des quartiers défavorisés du district. mécanismes de cotisation des fonds.

Le mécanisme de suivi des prêts alloués aux groupements est assuré par les deux parties signataires du protocole : DRAS à travers ses services sociaux de communes et la caisse d'épargne et de crédit. Les articles 4 et 10 dudit protocole déterminent les modes de suivi de chaque

partie. Là également, le suivi permet aux agents des services sociaux de suivre la régularité du remboursement du prêt, d'identifier les problèmes et d'envisager des solutions.

4.2 Impact des activités :

Les activités réalisées dans le programme Protection spéciale Mali - Unicef, sont destinées à apporter des changements dans la vie de tous les jours des femmes bénéficiaires ou à introduire des innovations dans le sens d'un mieux vivre des communautés et des individus. Toute évaluation d'impact doit tenir compte de ces différents aspects d'une part et d'autre part elle doit pouvoir déterminer le nombre de femmes et jeunes filles touchées proportionnellement à la population des femmes et d'adolescentes du quartier, leur assiduité aux cours, le nombre d'animatrices et de centres d'alphabétisation existant etc.

4.2.1 Les éléments d'appréciations :

Ils se mesurent aux niveaux quantitatif et qualitatif. Au niveau quantitatif, nous nous intéresseront aux données chiffrées relatives aux nombres de femmes et filles touchées, au nombre de groupements formés, nombre d'animatrices (principales et secondes) impliquées.

a) Nombre de femmes et de filles formées :

En l'absence de données statistiques officielles disponibles auprès des responsables du programme, nous proposons ici les données obtenues à partir des registres tenus par les TDC des communes. Il convient également de préciser que les données de Sabalibougou ne figurent pas sur le tableau ci-dessous.

Quartier	Femmes 98 - 2000	Adolescentes 99 - 2000
Sikoroni	1140	266
Bougouba	432	66
Samé	259	45
Taliko	816	176
Sabalibougou	non disponible	non disponible
Niamakoro	1087	67
Total	3734	620

On estime donc à 3734 et 620 les nombres de femmes et d'adolescentes formées dans les centres au cours des deux campagnes 1998 - 99 et 99 - 2000. Il faut ajouter à ce lot, les 926 femmes et 277 adolescentes formées pendant la première session de la campagne 2000 - 2001 dans 40 groupements.

Ce qui est intéressant ici c'est le rythme de progression du nombre d'auditrices qui croit de campagne en campagne. Ainsi le nombre d'adolescentes inscrites dans les centres à la première session de la campagne 99 - 2000 est sensiblement égal au nombre total d'adolescentes ayant fréquenté les centres au cours de la campagne précédente. Cela dénote un réel engouement des femmes et des filles pour le programme.

Durant les 2 premières années du programme, 140 groupements féminins (70 groupements par campagne) et 13 groupements d'adolescentes furent formés. Les formations se sont déroulées dans 35 centres pour les adultes et 10 centres pour les adolescentes. La répartition des centres entre les quartiers est la suivante :

Tableau 5: répartition des centres d'alphabétisation entre les quartiers.

	Adultes	Adolescentes
Quartier	Nbre. Centres	Nbre. Centres
Sikoroni	8	2
Bougouba	4	1
Samé	2	1
Taliko	6	3
Sabalibougou	3	1
Niamakoro	12	2
Total	35	10

Le nombre d'animatrices qui encadrent les centres varie en fonction du nombre de groupements et de la date de création du centre. Il existe autant d'animatrices principales que de groupements à former. Par contre les animatrices secondaires n'interviennent qu'à partir de la deuxième session d'un centre nouvellement créé, le choix de l'animatrice secondaire n'intervenant qu'après une première session. Elle est retenue parmi les auditrices qui, lors de la précédente session, se seront faites remarquées par leur maîtrise des instruments de bases et des autres activités connexes.

b) niveau de satisfaction : maîtrise en lecture - écriture et calcul :

Pour mesurer leurs compétences en lecture - écriture, les auditrices étaient invitées à lire et à répondre directement par écrit à 6 items en bamanankan (cf annexe). Les items étaient les suivants :

- 1 = quel est ton prénom ?
- 2 = quel est ton nom ?
- 3 = quel âge as-tu ?
- 4 = quel est le nom de ton quartier ?

5 = quel est le nom de ton groupement ?

6 = quel est le nombre d'auditrices dans ton groupement ?

Les résultats enregistrés sont illustrés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 6 : taux de réussite en lecture - écriture

Item	Femmes adultes		Adolescentes
	Cohorte 98	Cohorte 99	
1	96.7%	86.7%	80%
2	95.6%	86.7%	76.7%
3	90%	81.1%	76.7%
4	88.9%	78.9%	66.7%
5	78.9%	71.1%	58.3%
6	87.7%	77.8%	73.3%

Au regard de ces résultats, les auditrices dans leur ensemble ont, en lecture - écriture, un niveau largement au dessus de la moyenne. Cela dénote en n'en pas douter tout le sérieux dans l'exécution du volet alphabétisation de ce programme. Cependant on peut constater, qu'au niveau des résultats par cohorte, les adolescentes accusent un léger retard sur les femmes adultes.

La performance des femmes adultes de la cohorte 98 pourrait s'expliquer par le fait qu'au moment de l'enquête, la majeure partie d'entre elles se trouvaient dans les centres de post alphabétisation. Aussi beaucoup d'entre elles affirment qu'elles fréquentent au moins 2 centres d'alphabétisation en vue de renforcer leur acquisition pour devenir "animatrice". L'implication des femmes dans les activités leur permettant d'appliquer quotidiennement leurs acquisitions en lecture - écriture peut expliquer leur bon résultat. L'un des facteurs explicatifs du retard des adolescentes pourrait être l'inadaptation du programme d'alphabétisation à leurs besoins. Celles-ci sont généralement issues de familles modestes. Leurs parents ne parviennent pas à subvenir à leurs besoins (vestimentaire, toilette, frais de participation aux événements

sociaux etc.) Elles mènent des activités génératrices de revenus (commerce, aide ménagère etc.) pour satisfaire leurs propres besoins et dans certains cas pour apporter une aide à la famille. Dans ces conditions, il est difficile pour les adolescentes d'être motivées uniquement par la maîtrise des connaissances instrumentales en lecture - écriture et calcul. Leur centre d'intérêt en venant dans les centres est l'apprentissage de métiers ou l'acquisition de compétences pouvant leur permettre rapidement de gagner leur vie.

En calcul également, l'exercice proposé consistait à lire et à résoudre un problème dont la résolution demandait à poser deux opérations : l'addition et la soustraction des nombres entiers. Le test de calcul figure à l'annexe

Pour la correction 3 types de réponses ont été retenus :

1 = auditrice ayant réussi les deux opérations.

2 = auditrice n'ayant réussi qu'une seule opération

3 = auditrice n'ayant réussi aucune opération

Les résultats enregistrés figurent dans le tableau 7 :

Tableau 7 : taux de réussite en calcul

Type de réponse	Femmes adultes		Adolescentes
	Cohorte 98	Cohorte 99	
1	80%	70%	56.7%
2	3.3%	2.2%	6.7%
3	16.7%	27.8%	36.7

Il ressort de ce tableau que le taux de réussite est dans l'ensemble au dessus de la moyenne chez les deux cibles. La cohorte de 98 présente néanmoins un résultat nettement meilleur à celui des deux autres. Là également, force est de constater que les adolescentes présentent un résultat inférieur à celui des deux cohortes. Les difficultés que

rencontrent certaines animatrices dans l'enseignement du calcul en général et des 4 opérations en particulier peuvent être une explication possible de ce phénomène. Un autre facteur explicatif pourrait être la méthode d'enseignement du calcul qui limite la numération à 100. Une explication possible serait le fait que les occasions d'application des notions acquises en calcul sont assez limitées. On compte très peu de commerçantes ou de responsables d'organes de gestion communautaire parmi les adolescentes.

La maîtrise des connaissances instrumentales par les auditrices du programme est un fait plausible et un atout majeur. Cependant il subsiste quelques difficultés liées à la spécificité de certains groupes cibles tels que les adolescentes qui accusent un retard sur les femmes adultes aussi bien en lecture - écriture qu'en calcul.

c) Impact sur le comportement des auditrices : la participation aux réunions et activités communautaires.

Il peut se mesurer à la participation des femmes et des adolescentes aux activités communautaires et à la gestion de leur environnement. Il se mesure aussi par les indices de changement de comportement dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'hygiène, de l'assainissement et dans la gestion des affaires personnelles etc.

Tableau 8 : Participation aux réunions et activités communautaires :

N°	Domaines	Femmes adultes		Adolescentes
		Cohorte 98	Cohorte 99	
1	Participation réunions	90	89.9%	63.3%
2	Expression Point de vue	92.7%	83.5%	77.4%
3	Prise de notes ou P.V	42.5%	24%	6.5%
4	Activité communautaire	64.4%	62.2%	36.7%

La participation des femmes et des adolescentes du programme a été mesurée à travers leur présence aux réunions, la prise de parole au cours des débats pour exprimer leur opinion ou poser des questions. Elle a été mesurée également par la prise de notes ou la tenue de cahiers de P.V des réunions ou leur participation aux activités communautaires.

Le constat au regard du tableau est que : 90% des femmes adultes et 63% des adolescentes participent à des réunions ou autres rencontres dans le quartier. Lors de ces rencontres, une moyenne de 88% de femmes adultes et 74% d'adolescentes déclarent exprimer leur point de vue. On peut déduire que l'écart entre les femmes adultes et les adolescentes peut être dû à un facteur culturel. En effet, lors des assemblées la distribution de la parole favorise l'âge. Les adolescentes ne sont pas toujours autorisées à s'exprimer devant les adultes. Cependant le taux de 74.4% enregistré pour les adolescentes constitue un bon indicateur de l'implication des toutes les couches sociales dans le débat démocratique.

On constate également un taux de participation élevé des femmes aux activités communautaires du quartier. Les activités pour lesquelles elles se mobilisent le plus souvent sont : les manifestations folkloriques, les cérémonies d'inauguration et de réception, les journées de salubrité et les campagnes de sensibilisation et de vaccination. Le taux de participation moyen chez les adultes est de 63% contre 36.7% chez les adolescentes. Ces chiffres sont très encourageants surtout en ce qui concerne les adultes, toutefois ils ne doivent pas cacher le fait que environ 37% des femmes adultes et 63.3% des adolescentes ayant suivi le programme demeurent encore en marge des activités communautaires. Il y a visiblement un effort de sensibilisation à faire à ce niveau.

Si les femmes et les adolescentes participent massivement aux réunions et y expriment leur point de vue, la prise de notes personnelles et la tenue de PV lors de ces rencontres constituent pour elles un handicap majeur. En effet, 42.5% des femmes de la cohorte de 98 ; 24% de la cohorte des femmes adultes de 99 et seulement 6.5% des

adolescentes prennent des notes ou tiennent un PV lors des rencontres. Mis à part le fait que les personnes chargées du secrétariat lors des réunions publiques sont traditionnellement les membres du bureau ou des personnes toutes désignées, ces données soulèvent l'épineux problème de la pérennisation des acquisitions. En effet, ces auditrices, une fois leur formation terminée, ont très peu d'opportunités pour appliquer leurs connaissances théoriques. Elles sont moins impliquées dans les organes de gestion des structures communautaires. En effet, 58.8% des femmes de la cohorte 98, 38.8% de la cohorte 99 et 24.1% des adolescentes déclarent faire partie d'un organe de gestion. L'occupation de ces postes engendre une responsabilité, une disponibilité et un engagement permanent que les adolescentes ne sont pas toujours prêtes à assumer. Elles n'exercent pratiquement pas d'activités leur permettant d'appliquer les acquis. Les projets qu'elles initient pendant ou après la formation et qui pourraient être des cadres d'application, ne sont généralement, pas financés. Il existe un problème d'utilisation et de pérennisation des acquis auquel il faudrait réfléchir.

d) Impact sur le comportement des auditrices : santé, éducation etc.

Cet impact est mesuré en terme de changement de comportement dans les domaines de la santé, le planning familial, l'éducation, l'hygiène et l'assainissement etc.

A la question de savoir si le contenu des modules enseignés est en rapport avec leurs activités quotidiennes, les auditrices ont répondu à 99% par l'affirmative. Les activités telles que les séances d'animation en IEC, le Planning familial, l'apprentissage de métiers (fabrication de savon, teinture, couture, démonstration culinaire etc.) rencontrent un écho favorable chez les auditrices. Par exemple, à la question relative à l'acquisition de nouvelles compétences : 109 sur 240 auditrices affirment avoir des compétences dans les petits métiers tels que la fabrication de

savon, la teinture, la couture. Dans le même ordre d'idée, 100 auditrices déclarent adhérer au Planning familial. Cette tendance est confirmée par les témoignages des animatrices, des relais sociaux, des techniciens de développement communautaire et des chefs des services sociaux de communes. Tous affirment que les femmes assistent massivement aux séances IEC sur le Planning familial, les maladies du Programme Elargi de Vaccination (PEV), les maladies diarrhéiques, les soins préventifs et curatifs de certaines (paludisme) etc. En ce qui concerne particulièrement le planning familial, les femmes le pratiquent et en parlent de plus en plus autour d'elles. Ces données ne sont pas recueillies systématiquement dans les registres des services socio sanitaires que nous avons visités. Néanmoins, le personnel socio sanitaire de ces centres confirment effectivement l'augmentation du nombre de femmes et d'adolescentes appliquant les méthodes contraceptives.

Ainsi selon les données statistiques du centre de santé communautaire de Sabalibougou Secteur 1, la couverture vaccinale des enfants de l'aire de santé du mois d'Octobre 98 à Janvier 99 était de : 9.7% pour le BCG ; 14.5% pour le DTPC ; 14.6% pour la fièvre jaune. Ces taux sont calculés sur la base d'une population de 27339 enfants parmi lesquels 1121 ont reçu des soins au centre de santé pendant la période. En ce qui concerne la pratique de la contraception, pendant la même période, 71 femmes sur 5249 en âge de procréer soit 1.35%, auraient pratiqué une méthode contraceptive dans le centre. Ces chiffres peuvent paraître dérisoires, mais ils représentent uniquement les cas enregistrés dans un centre de santé communautaire. Il existe également des relais sociaux, des ONG et même d'autres projets sur le terrain qui encadrent les femmes en matière de planning familial.

Le cas de Mme DIALLO S. D du quartier de Sabalibougou est là pour attester. Après une session d'alphabétisation en 1996 avec le groupement Jigisèmè, elle a été retenue comme animatrice secondaire. Elle a suivi plusieurs formations notamment en PEV, allaitement, maladie diarrhéiques, politique sectorielle des CSCOM, relais social, excision etc.

Actuellement elle est relais social et s'occupe de la distribution à base communautaire de produits contraceptifs (DBC). Elle reçoit à ce titre plusieurs femmes du quartier dans le cadre du planning familial. Les cas de complication qu'elle rencontre sont orientés vers les centres de santé, les hôpitaux ou les cliniques. Il existerait plusieurs femmes dans les quartiers de Sabalibougou et de Niamakoro qui font la distribution à base communautaire des produits contraceptifs.

Ce ne sont pas les chiffres, pour lesquels d'ailleurs il est difficile d'établir un quelconque rapport entre les activités du programme et la pratique du planning familial ou les soins de santé, qui constituent notre point focal ici, nous voulons tout simplement attirer l'attention sur deux points importants à l'actif du programme. Le premier est le fait d'avoir impliqué certains centres de santé communautaire ou des centres de référence dans les quartiers. Le centre de Sabalibougou Section I et Asconia à Niamakoro commencent à tenir des données statistiques en termes de fréquentation pendant la campagne d'alphabétisation. Il serait important d'encourager ces structures à relever de façon systématique les données. Il conviendrait de les doter d'outils permettant de faire un suivi régulier du rythme de fréquentation des centres et des motifs par les femmes et jeunes filles touchées par le programme.

Le second point non moins important est la perception du programme par la communauté. En effet, les responsables communaux et les groupements de femmes que nous avons rencontrés sont tous unanimes sur les avantages du programme. Les constats se font tant au niveau de la gestion de la famille par les femmes que des liens de solidarité qui se développent dans le quartier. Ainsi dans le domaine de l'éducation, les indicateurs d'impact se mesurent à travers la scolarisation des enfants en général et des filles en particulier, l'encadrement et le suivi des enfants scolarisés, la formation des adultes. En ce qui concerne la scolarisation en général et celle des filles en particulier, il existe une prise de conscience réelle chez les auditrices en faveur de la scolarisation des filles. En effet, au niveau du non formel, on

note un engouement certain des adolescentes pour le programme d'alphabétisation. L'ouverture des centres pour les accueillir constitue un indicateur. Dans les centres pour adolescentes, on rencontre de plus en plus des filles dont l'âge est largement en dessous de 15 ans.

Dans le formel, les femmes sont de plus en plus nombreuses à inscrire leurs enfants, à payer les frais d'écolage et à les encadrer à domicile. A l'issue d'un sondage effectué dans une école communautaire de Sabalibougou auprès d'un échantillon de 20 enfants dont un membre de la famille (mère ou sœur) a été alphabétisée dans le cadre du programme, il est apparu que les mères alphabétisées sont fortement impliquées dans la scolarisation et le suivi de leurs enfants. Selon les enseignants de l'école, 70% des élèves de cette école sont pris en charge par leurs mères qui exercent les activités génératrices de revenus. Ce sont les femmes qui répondent régulièrement aux convocations ou assistent aux différentes réunions des parents d'élèves provoquées à l'école. Selon les estimations du directeur de l'école communautaire 8 parents d'élèves sur 10 qui répondent aux convocations sont des femmes.

En terme de capacité d'encadrement ou de transfert de compétence, environ 80% des femmes adultes et 75% des adolescentes affirment être en mesure de former d'autres auditrices ou d'aider leur enfant scolarisé à la maison. Cette tendance est confirmée par les bons résultats enregistrés par les auditrices aux tests de lecture - écriture et de calcul.

Ces résultats sont très encourageants pour le programme surtout si l'on se place du point de vue selon lequel l'alphabétisation constitue un facteur de développement des capacités intellectuelles de l'individu. Par contre, avec un potentiel important de femmes adultes et d'adolescentes capables de transmettre leurs acquisitions à d'autres personnes, ce qui était un objectif de départ peut devenir une contre publicité pour le programme qui n'a ni les moyens ni l'ambition d'offrir la possibilité à toutes ces femmes d'avoir un poste d'animatrice ou de relais social.

4.3 Forces et faiblesses du programme

4.3.1 Forces

La principale force du programme réside dans l'ouverture de centres pour adolescentes. Cette initiative constitue une contribution de qualité dans la résolution de l'épineux problème de sous scolarisation et d'analphabétisme des femmes et des filles. Toutes les données statistiques du ministère de l'éducation nationale ont toujours donné un taux de scolarisation de plus de 100% à Bamako or on rencontre dans les centres d'alphabétisation pour adolescentes des fillettes dans la tranche d'âge 10 - 13 ans non scolarisées. A ce propos, deux hypothèses peuvent être avancées, soit les données statistiques du département ne sont pas correctes soit ce sont des enfants de familles nouvellement installées.

Un autre facteur très encourageant dans le programme est la qualité des acquisitions des auditrices. Les résultats aux tests de lecture - écriture et calcul donnent la preuve du sérieux et de la rigueur dans la transmission des connaissances. Là, les animatrices doivent être félicitées à cause de leur patience et surtout de leur acharnement.

L'une des difficultés majeures du programme précédent et qui est pratiquement résolu dans celui - ci est le problème de matériel didactique. En effet, des efforts considérables sont faits pour rendre le matériel didactique disponible à temps et en quantité suffisante. Les supervisions intégrée et rapprochée sont des moyens efficaces pour déceler les problèmes de fonctionnement des centres et d'assurer un bon déroulement des sessions.

Au niveau des auditrices on note un engouement certain de leur part pour le programme. Certaines auditrices n'hésitent pas à revenir 2 fois pour mieux asseoir leurs connaissances. Les points de satisfaction chez les auditrices sont d'ordre intellectuel, " je prends toute seule des décisions concernant mon foyer, mes enfants et mes affaires " ; " je sais écrire des étiquettes pour identifier mes bagages au cours des voyages ", " je peux prévenir beaucoup de maladie de mes enfants " ; " je sais lire des lettres

et en écrire pour moi et pour les autres ” etc. Comme on peut le constater à travers ces quelques déclarations les motifs de satisfaction sont nombreux chez les auditrices.

A ces motifs, il faut ajouter d'autres tels que le nombre élevé de séances d'animation et surtout la qualité pédagogique des animations et la variété des thèmes proposés.

Enfin, l'on constate dans tous les quartiers l'émergence d'une dynamique sociale à travers l'implication des femmes aux activités communautaires d'une part et d'autre part la constitution de groupements d'intérêt au sein desquels naissent de nouvelles formes de solidarité. En effet, le programme est un puissant facteur de rassemblement et surtout de développement d'élan de solidarité entre les femmes ou les filles de la même cohorte. Les nombreuses organisations (ton, « alamisani », « taratani » etc.,) les initiatives consistant à développer des activités génératrices de revenus sont nombreuses dans les quartiers touchés par le programme. Ces activités génératrices de revenus qu'elles mènent grâce à l'appui du programme contribuent à renforcer l'entraide et la solidarité. Malheureusement ces élans ne sont pas bien suivis.

4.3.2 Faiblesses

Il existe dans le programme quelques points faibles qui méritent une attention.

Sur le plan organisationnel, l'analyse des causes du retard dans le paiement des frais de transport des animatrices fait apparaître un problème de procédure. Les chargés de programme des services sociaux de communes établissent un rapport qui est acheminé d'abord à la DRAS. Celle-ci répercute ledit rapport aux structures d'encadrement pour vérification. Le rapport est retourné à la DRAS pour être acheminé à l'Unicef. A ce niveau le paiement peut être retardé surtout pendant le premier trimestre de l'année pour des raisons de signature ou d'adoption du budget annuel. Cette procédure pourrait être simplifiée.

Sur un plan pédagogique, nous pouvons affirmer que dans le cadre du programme l'approche à un caractère technocratique selon laquelle le savoir réside seulement dans l'encadrement et ne doit être monopolisé que par lui. Il fait très peu appel aux capacités réelles et surtout aux besoins des auditrices. Par ailleurs, l'approche méthodologique peut limiter l'épanouissement personnel en imposant à toutes les auditrices (femmes et adolescentes, anciennes scolarisées ou non), le même contenu dans une démarche commune sans tenir compte des préacquis des unes et des besoins spécifiques des autres.

Sur le plan didactique, les manuels de l'alphabétisation destinés aux adultes et adolescentes sont conçus sur le modèle de l'école primaire classique destinés aux petits enfants. Le livret de lecture - écriture " kalanje san fôlô " est appelé " syllabaire ". Au moment de la conception de ces manuels, on ne prend pas en considération les aspirations des groupes cibles que sont les adultes et adolescentes qui ont leurs propres occupations. Or pour celles-ci, les programmes d'alphabétisation sont très généralement plus attractifs s'ils sont associés à l'acquisition de compétences utiles en rapport avec la vie de tous les jours tels que : problème de maladie infantile, de nutrition, d'assainissement, de trousseau de mariage etc.

Les activités de formation en art culinaire, en couture et teinture destinées aux adolescentes devraient être un puissant facteur d'attraction de ces dernières vers les centres. Mais au cause de leur irrégularité, de la qualité du contenu de ces formations et leur mode d'organisation (ces activités ne sont pas intégrées aux cours d'alphabétisation) elles deviennent un facteur d'éloignement des adolescentes des centres d'alphabétisation.

Les manuels d'alphabétisation sont restrictifs par rapport aux possibilités cognitives des adultes et adolescentes. Cette situation est surtout manifeste en calcul où la numération est limitée à la centaine. Or les évaluations dans les écoles primaires à pédagogie convergente ont montré que les élèves des classes de 2^{ème} année qui sont de la tranche

d'âge de 8 à 10 ans, dépassent de loin le nombre 500. Au fait, la difficulté doit résider plutôt dans l'écriture des chiffres et dans certaines opérations.

Sur le plan du suivi, la pratique en cours est plutôt axée sur la supervision. Le suivi est l'une des activités qui favorise le succès d'un projet. Il permet de corriger les erreurs et de renforcer les aspects positifs du programme. Au niveau de la démarche pédagogique par exemple, le suivi permet d'apporter un appui à l'ensemble des intervenants au cas où cela est nécessaire. Sur le plan social il doit être un moyen d'accompagnement des auditrices pendant et après la formation dans la capitalisation de leurs acquis et dans leur insertion socio - économique et éducative. Pour ce qui nous concerne ici, il existe visiblement un amalgame entre le concept de suivi qui a un caractère purement pédagogique et celui de supervision qui a un caractère administratif. L'activité que mènent les techniciens de développement communautaire des services sociaux des communes consistant à noter la présence de l'animatrice et des auditrices est un contrôle dont le but est de pouvoir établir la fiche de paiement des frais de transport des animatrices d'une part et d'autre part de mesurer le taux de fréquentation du centre. Il permet également de contrôler avec les caisses de crédit, le rythme de remboursement des prêts. Par contre l'activité menée par les agents de la DRE, de l'AFEM et CAO A consistant à suivre le déroulement pédagogique normal des cours à un caractère de suivi. Mais il apparaît que ce suivi n'est pas structuré autour d'instruments ou de principe méthodologique dignes de ce nom. Le suivi effectué jusque là ne nous permet pas de dire avec exactitude ce qui ne va pas dans le dispositif pédagogique prévu. Il n'apporte pas non plus d'appui technique et pédagogique à l'encadrement qui en a souvent fort besoin.

Quant au suivi social, il est pratiquement inexistant. En effet, mis à part les contrôles et conseils prodigués aux quelques groupements qui parviennent à décrocher un prêt, et les quelques rares visites rendues

aux quelques relais sociaux par les TDC, il n'existe aucune disposition de suivi pour accompagner les femmes néo alphabétisées.

En principe, un bon suivi doit suivre une démarche consistante à la vérification des instruments de suivi que sont les cahiers de présence, de préparation et de visite ; l'observation du cours et la restitution avec l'animatrice sur les éventuelles difficultés constatées. Une restitution peut se faire avec les auditrices au cours de laquelle des conseils pourront être prodigués. Cette démarche est loin d'être effective dans le cas de ce programme. Dans le cas du suivi social, des comités de suivi doit être créer dans chaque quartier. Les outils de travail et de ces groupes et leur méthodologie de travail doivent être élaborés.

L'une des raisons de l'alphabétisation est de permettre à l'individu d'avoir une certaine autonomie par rapport à l'écriture, la lecture et le calcul. Mais ce que nous constatons après les différentes sessions d'alphabétisation effectuées dans le cadre de ce programme, est que les personnes jugées avoir maîtrisée la lecture l'écriture et le calcul lors des évaluations formatives, après 6 à 12 mois de non pratique des acquis perdent les réflexes. En d'autres termes, elles retombent dans l'analphabétisme. Cette situation est beaucoup plus fréquente chez les adolescentes. Les quelques adultes qui arrivent à maîtriser leurs compétences de base, occupent généralement des postes de responsabilité dans les groupements, (secrétaire, trésorière, présidente etc.) ou sont impliquées dans des activités génératrices de revenus les mettant dans des situations qui recommandent la pratique de l'écriture (cahier de compte, gestion, stock etc.) de lecture (notice, papier administratif, affiche etc.) et de calcul (dépense, bilan, gestion, crédit etc.). En définitive, un individu placé dans un environnement lettré préserve ses acquis. Par contre la rupture avec des situations de lecture, d'écriture et de calcul peut entraîner la perte totale des acquisitions en alphabétisation. C'est ce qui semble être le cas pour la majorité des auditrices formées dans le cadre de ce programme.

Le problème d'utilisation des ressources disponibles (animation, facilitation etc.). Ces centres d'alphabétisation forment à chaque session environ 700 à 800 auditrices dans les 6 communes du district de Bamako. L'un des objectifs de ces sessions est de créer une dynamique de groupe en vue d'exécuter des activités génératrices de revenus (AGR) et d'accéder aux structures de micro finance. Lors des différentes sessions de formation, il arrive que les auditrices mettent en place des mécanismes de cotisation leur permettant d'avoir un fonds supposé leur faciliter l'acquisition de prêt auprès des structures de financement pour la réalisation de leurs projets communautaires ou individuels. Mais force est de constater qu'après les campagnes d'alphabétisation, les projets financés sont rares pour ne pas dire insignifiants. Cela est dû aux difficultés que rencontrent les groupements féminins à accéder au crédit. Cette situation est aggravée par la récente augmentation du taux d'intérêt des crédits de la caisse Nyèsigiso qui est passé de 17 à 21%.

Sur un autre plan, le nombre restreint d'animatrices (une dizaine) que doit recruter l'AFEM sur les auditrices formées nous semble très insignifiant parce que la majorité qui reste, risque de grossir le lot des auditrices qui retomberont dans l'analphabétisme parce que n'ayant aucun cadre d'utilisation de leur acquisition, pire elles constitueront un nombre important de personnes susceptibles de contribuer à démotiver les futures candidates aux prochaines sessions d'alphabétisation.

A Jomtien en Thaïlande en 1990, lors de la conférence des Nations Unies sur l'Education pour tous, rendez-vous avait été pris pour une éducation de base pour tous d'ici l'an 2000. Les 26, 27 et 28 Avril 2000 s'est tenu à Dakar un forum mondial sur l'éducation qui, cette fois ci encore, a fixé d'autres échéances qui vont de 2001 à 2010. L'objectif de ce forum est d'atteindre encore une éducation de base pour tous. A ce rythme si nous ne changeons pas nos façons de considérer les cibles qui ont souvent besoin d'un mode d'intervention spécifique (andragogie participative) pour transformer leur environnement et promouvoir un développement durable et intégré, nous irons de décennie en décennie et les problèmes

d'apprentissage et de formation des adultes seront complexes au fur et à mesure.

Sur la plan des animations, si les thèmes intéressent de façon unanime les auditrices, les supports utilisés sont loin de faire l'unanimité. Il existe deux types de support : les images et le vidéo mobile. Ce dernier qui peut être un puissant outil de mobilisation est une denrée rare.

5. Propositions d'amélioration

Au regard des constats, nous pouvons dire qu'à terme la méthode pédagogique en cours pourrait constituer un handicap majeur pour le programme si l'on continue de considérer les cibles (adultes, adolescentes) comme l'objet de l'alphabétisation. Pour renverser cette tendance, il existe des méthodes plus participatives centrées sur l'apprenant. L'une d'elles se caractérise par la valorisation des opinions de l'apprenant, sa plus grande confiance en soi, un engouement certain pour sa participation à l'apprentissage. Les actions participantes s'appuient sur la conception de la finalité de l'action selon laquelle la finalité de l'action est longue. Elle doit être sous tendue par un processus d'apprentissage et de formation continue pour pérenniser et accroître l'autonomie du groupe. Dans la logique de cette conception, c'est le groupe d'auditeurs qui décide et crée le changement, qui apprend à s'adapter au changement, donc il ne subit plus, il agit. Il devient lui même acteur de son acquisition du savoir, de son changement de comportement pour un épanouissement harmonieux. Il s'agit donc de faire en sorte que le groupe d'auditeurs soit impliqué dans le choix de thème d'alphabétisation grâce à une auto analyse assistée. Le groupe, après avoir identifié les difficultés, procédera à la proposition de solutions aux problèmes ensuite fera un choix de solutions à apporter aux problèmes identifiés.

Au niveau du suivi, l'ouverture de nouveaux centres d'alphabétisation et l'expérimentation de centres de post alphabétisation exigent un suivi

rigoureux et structuré. Or, pour près de 50 centres, il n'y a que deux agents de suivi. Ce nombre est insuffisant pour un suivi régulier. La méthodologie de suivi également doit être revue en mettant en place un support basé sur les directives de la DNAFLA. A ce sujet, l'équipe de suivi peut être étoffée avec l'implication des TDC comme agents de suivi rapproché. Ils bénéficieront, dans ce cas d'une formation au suivi pédagogique. Des instruments de suivi devront être élaborés et remis à ces agents. Ils pourront travailler avec la cellule de suivi pédagogique actuelle constituée de la DRE, l'AFEM et le CAO. Des rapports de suivi devront être rédigés après chaque passage.

Un effort très important doit être fait également dans le suivi et l'appui des groupements après les sessions de formation. L'absence de suivi des néo alphabétisées à la fin des campagnes dans les quartiers est une lacune qui doit être corrigée dans les années à venir. Il existe actuellement un potentiel important de femmes néo alphabétisées pour lesquelles il n'y a aucune perspectives. Leur emploi dans les organes de gestions des structures communautaires doit être pris en compte par les structures d'encadrement. Un organe qui sera chargé du suivi social devra être créé. Une réflexion approfondie devra être menée sur la nature de la structure, sa composition et ses missions. Toujours est-il dit qu'un organe de suivi social qui pourrait avoir des démembrements dans les quartiers sera utile. Là également la nécessité de présenter un rapport de suivi dont la périodicité reste à déterminer doit être soulignée.

Au niveau de l'animation, il est nécessaire de renforcer les supports d'animation en augmentant le nombre de vidéo mobile. Des efforts doivent être entrepris au niveau de l'UNICEF et des structures d'encadrement pour régulariser le paiement des frais de transport des animatrices.

En ce qui concerne l'approche communautaire pour l'identification des centres, la stratégie adoptée consistant à conditionner l'alphabétisation à l'octroi de crédit doit être revue. Certains quartiers comme Sabalibougou par exemple, où l'alphabétisation est pratiquée depuis les années 1993

sont saturés. Pour les nouvelles créations, la possibilité d'aller vers d'autres quartiers vierges doit être envisagée pour ne pas avoir à faire toujours aux mêmes. Dans ces quartiers un programme post alphabétisation doit être développé.

Bibliographie :

Association des Femmes Educatrices du Mali (AFEM), rapports de supervision des centres des quartiers périphériques : Janvier 2000

- Rapport de recyclage et de formation des animatrices.

- Rapport de fin de campagne protection spéciale 1998 / 1999

Creative Associates International, Inc. 1990, Evaluation de l'expérimentation en langues nationales dans l'enseignement fondamental au République du Mali.

Collectif des Associations et ONG d'Alphabétisation (CAOA) : Rapports de supervision intégrée des centres d'alphabétisation des quartiers périphériques de Bamako : Janvier 2000 ; Mars 2000

- Rapport annuel des activités d'alphabétisation des trois centres tests pour les filles adolescentes de 15 à 18 ans

Direction Nationale de l'Alphabétisation Fonctionnelle et de la Linguistique appliquée (DNAFLA), 1996 ; Formation des cadres et agents d'alphabétisation en planification et mise en œuvre de programmes d'alphabétisation et de post - alphabétisation. (DNFLA - UNESCO)

Direction Régionale de l'Education du District de Bamako : rapports d'évaluation des centres d'alphabétisation de la DRAS encadrés par l'AFEM : Février 98, Juin 98, Octobre 98

KEITA Mamadou, BOIRE S., 1997, Evaluation externe du volet alphabétisation du projet services urbains de base / PDU (Rapport DRAS/UNICEF)

Klaudia DOMBROWSKY, Gérard D., Francis S., 1993 : L'alphabétisation fonctionnelle en Bambara dans une dynamique de développement : le cas de la zone cotonnière (Mali-Sud) ; ACCT, Ed. Didier Erudition

Delors JACQUES, 1996. L'éducation : un trésor est caché dedans. Ed. Odile JACOB, Ed. UNESCO

Annexe 1 :

Termes de référence de l'évaluation à mi-parcours des activités d'alphabétisation dans le cadre du programme protection.

1- Contexte :

Le programme de protection Mali-Unicef dans sa composante « Protection Spéciale » (1998 - 2002) héritage du programme de développement Urbain (1993-1998) et dont une évaluation a permis de constater des résultats encourageants se trouve de nos jours dans une phase importante dans sa mise en œuvre qui amène les décideurs à engager une analyse générale de revue à mi-parcours.

Le programme qui s'articule autour des volets d'appui à l'insertion sociale et économique des groupes de femmes et de jeunes filles à l'insertion socio-éducative des groupes cibles d'enfants à l'amélioration des connaissances des dits groupes cibles se propose de façon dynamique de mettre en place des mécanismes d'insertion sociale et économique au profit des groupes cibles suscités.

Ainsi la dynamique de l'alphabétisation en tant que facteur certains d'appropriation des activités du paquet mérite une attention particulière à travers un regard rétrospectif sur tout ce qui a été fait jusque là par rapport aux nombres d'interventions, à la diversité et nature des actions réalisées à la qualité des prestations, aux indicateurs de performance et aux indices de changement de comportement des différents groupes cibles.

C'est pourquoi l'alphabétisation a été considérée dans le cadre du programme protection comme la porte d'entrée à toutes les activités :

- l'I.E.C
- la gestion du crédit et de l'épargne
- l'éducation sanitaire
- la formation thématique des relais sociaux

L'alphabétisation a lieu dans les six quartiers du programme : Sicoro, Bougouba, Samè, Taliko, Sabalibougou, Niamakoro.

Elle a concerné :

1998 :	nombre de groupement adultes :	70
	nombre de femmes formées	1050
1999 :	nombre de groupement adultes :	70
	nombre de femmes formées :	1437
	nombre de groupement adolescentes :	13
	nombre de filles formées :	299

L'encadrement des groupements adultes est assuré par l'AFEM. Celui des groupements adolescentes est assuré par le collectif ceci à partir de 1999.

L'identification des groupements féminins par les Techniciens de Développement Communautaire a été la première étape d'un parcours de changement de comportement recherché. Le projet a démarré en 1993 à Sabalibougou par un groupement féminin témoin de 30 membres pour l'ensemble des activités.

La formation de base des femmes a été confiée à l'AFEM qui fournissait des animatrices externes dont les missions étant les suivantes :

- assurer la formation de base (savoir lire et écrire)
- favoriser le développement à la solidarité interne au sien du groupement, et l'entraide à l'interne du groupement à travers la mise en place d'animation et de facilitation des relations.

A partir de la deuxième année du programme des anciennes auditrices retenues comme compétentes ont été choisies comme animatrices secondaires. Avec l'extention le même schéma est aujourd'hui retenu.

De la participation des femmes à la formation

- Le centre de formation :

Il n'existe pas de centre d'alphabétisation au sens de la salle de classe où les femmes sont prises comme des élèves, c'est elles qui choisissent le lieu où doit se tenir la formation.

Les formations didactiques

- Les femmes achètent des cahiers, des crayons et des chaises.

Au niveau de la post - alphabétisation, des cours sont organisés et des supports thématiques sont remis aux femmes.

Du financement externe de l'activité

L'Unicef prend en charge :

- les frais de transport des animatrices
- la supervision par l'AFEM
- le matériel pédagogique

De l'emploi du temps :

L'emploi du temps est fixé par les femmes sur une période de 4 mois de campagne consacré à la formation de base.

De la motivation des femmes :

Des activités de motivation et de reconnaissance en efforts des femmes sont organisées à l'occasion du 8 mars, journée internationale de la femme.

L'analyse de la situation après tant d'années de réalisation aura pour effort d'identifier les forces et faiblesses de l'alphabétisation.

2- Objectif général

- Déterminer l'impact de l'alphabétisation sur l'amélioration des conditions de vie des femmes et des jeunes filles des zones couvertes par le programme protection dans le District de Bamako.

2-1 Objectifs spécifiques

Evaluation qualitative

- acquisition des connaissances
- changement de comportement par rapport à l'utilisation des services de base (santé, éducation, eau, assainissement etc.)
- acquisition des connaissances en relation avec l'autonomie des femmes dans les prises de décision
- relations à la gestion de leurs propres affaires
- changement de comportement par rapport à l'éducation de l'enfant notamment le développement de l'enfant dans un environnement
- organisation externe des groupement des femmes et des jeunes filles (fonctionnement dynamique du groupe, cadre démocratique, respect des normes, conduite de groupe)
- rôle des groupements autour des système de solidarité, stratégies utilisées
- méthodes d'apprentissage utilisées
- capacité de transfert des connaissances.

Evaluation quantitative :

- disponibilité du matériel didactique
- état du cadre physique dans la formation
- nombre de groupements de femmes et filles alphabétisées
- nombre de femmes et de jeunes filles
- nombre d'animatrices
- nombre de relais sociaux
- nombre de thèmes I.E.C dispensés

- taux de femmes alphabétisées dans le cadre du programme protection par rapport à la population femme du quartier
- âge
- situation matrimoniale

3- Résultats attendus :

- Les forces et les faiblesses des méthodologies utilisées sont connues
- la participation des différents intervenants est connue
- l'impact des activités sur le comportement des femmes et des filles est connu dans différents domaines
- nombre de femmes et de filles touchées est connu
- propositions d'amélioration.

4- Méthodologie

L'évaluation concerne les zones et cibles couvertes par le programme à travers :

- un guide d'entretien
- une analyse documentaire
- une observation participative.

Durée de l'évaluation : 45 jours

Profil :

un socio linguiste
un psycho - pédagogue
un andrologue

Le consultant retenu doit proposer une offre technique et financière qui sera examinée par un comité restreint.

Annexe II : Instruments de collecte

Questionnaire femme / jeune fille

I Signalétique

- 1.1 Nom - prénom
- 1.2 Age / ____ / ans
- 1.3 Statut : Femme / ____ / Adolescente / ____
- 1.4 situation matrimoniale : Mariée / ____ / Divorcée / ____
 Veuve / ____ / célibataire / ____
- 1.5 Quartier
- 1.6 Formation antérieure : Ens. Fond. / ____ / Alphabétisée / ____
 Médersa / ____ / Ecole Coranique / ____
- 1.6 Cohorte 98 / ____ / 99 / ____ Adolescente / ____
- 1.7 Autres formations (à préciser)

II Participation des intervenants :

- 2.1 Avez-vous participé à une formation en alpha ? Oui / ____ / Non / ____
- 2.2 Quelles étaient vos raisons ?
- 2.3 Participez-vous à des réunions ou rencontres dans votre quartier ?
 Oui / ____ / Non / ____
- 2.4 Au cours de ces rencontres vous arrive-t-il de :
 a) exprimer votre point de vue ? Oui / ____ / Non / ____
 b) poser des questions ? Oui / ____ / Non / ____
 c) tenir le p.V. de la réunion ? Oui / ____ / Non / ____
 d) autres à préciser
- 2.1 Participez - vous à des activités communautaires dans votre quartier ?
 Oui / ____ / Non / ____
- 2.2 Citer au moins deux activités auxquelles vous avez participez .
 a).....
 b).....
- 2.3 Ces activités ont elles un rapport avec votre formation en alphabétisation ?
 Oui / ____ / Non / ____
- 2.4 Etes-vous membre de l'organe de gestion d'un groupement dans votre quartier ?
 Oui / ____ / Non / ____
- 2.5 Si oui, quel poste occupez vous ? (Précisez le poste occupé dans chaque organe)

III Impact des activités sur le comportement :

- 3.1 La formation en alphabétisation vous aide-t-elle à mieux appliquer vos connaissances ? Oui / ____ / Non / ____

3.1.1 Si oui dans quels domaines de la vie les appliquez vous ?

3.1.2 Sinon quelles sont les difficultés que vous rencontrez ?

3.2 Le contenu des modules de formation a-t-il un rapport avec vos activités quotidiennes ?

Oui /___/ Non /___/

3.3 Appliquez-vous vos compétences en lecture et en écriture ?

Oui /___/ Non /___/

3.4 Si oui dans quel domaine de la vie quotidienne.

.....
3.5 Est-ce que vous appliquez vos compétences en calcul ?

Oui /___/ Non /___/

3.6 Si oui dans quels domaines de la vie quotidienne ?

.....
3.7 Quelles autres compétences avez-vous acquises en alphabétisation ?

.....
3.8 Vos nouvelles connaissances en alphabétisation ont-elles apporté des changements dans votre vie ? Oui /___/ Non /___/

3.9 Si oui quels sont ces changements ?

.....
3.10 A quel niveau de votre vie ces changements sont-ils perceptibles ?

.....
3.11 Pour les actes suivants décidez-vous seule ou vous avez recours à une tierce personne :

a) adhérer à un groupement de femmes (ton, association)

Seule /___/ Avec l'aide de quelqu'un /___/

b) participer à des activités communautaires

Seule /___/ Avec l'aide de quelqu'un /___/

c) tenir un cahier de compte ou un p.V de réunion

Seule /___/ Avec l'aide de quelqu'un /___/

d) contracter un prêt ou ouvrir un compte en banque

Seule /___/ Avec l'aide de quelqu'un /___/

e) consulter un médecin

Seule /___/ Avec l'aide de quelqu'un /___/

f) vérifier les notes de l'enfant à l'école

Seule /___/ Avec l'aide de quelqu'un /___/

3.12 Le programme d'alphabétisation a-t-il changé votre comportement vis-à-vis de votre environnement ? Oui /___/ Non /___/

3.13.1 Si oui qu'est-ce qui a changé et à quel niveau ?

.....
3.14 Etes vous capable, aujourd'hui, de former d'autres femmes/filles en alphabétisation ? Oui /___/ Non /___/

3.15 Etes vous en mesure d'aider votre enfant/frère à faire ses devoirs à domicile ?

Oui /___/ Non /___/

3.16 Le programme alphabétisation a-t-il eu un impact sur :

a) l'emploi des femmes et des filles dans le quartier ?

Oui /___/ Non /___/

b) le développement des initiatives féminines dans le quartier ?

Oui /___/ Non /___/

IV Forces et faiblesses :

4.1 Connaissez-vous des femmes/filles du quartier ayant suivi le programme d'alphabétisation ?

Oui /___/ Non /___/

(Vous en connaissez à peu près combien ?)

4.2 Qu'est ce que vous avez apprécié dans le programme alphabétisation ?

.....

4.3 Qu'est ce que vous n'avez pas aimé dans le programme ?

.....

4.4 Que proposez-vous pour améliorer ces aspects ?

.....

4.5 Le matériel utilisé au cours de la formation était-il adapté ?

Oui /___/ Non /___/

4.6 La quantité était-elle suffisante ?

Oui /___/ Non /___/

4.7 Le cadre dans lequel s'est déroulée la formation était-il approprié ?

Oui /___/ Non /___/

4.8 Le groupement féminin était-il impliqué dans la formation

Oui /___/ Non /___/

4.9 Etes vous satisfaites des activités menées par le groupement ?

Oui /___/ Non /___/

4.10 Justifiez votre réponse :

4.11 Pensez-vous que le programme d'alphabétisation est la seule solution pour améliorer les conditions de vie et la capacité des femmes et des filles ?

Oui /___/ Non /___/

4.12 Pourquoi ?

.....

.....

Merci.

Guide d'entretien animatrices / responsables de groupements féminins

1. Identification

- | | | |
|---------------------------------|---------------------------|--------|
| 1.1 Nombre de participants | Hommes | Femmes |
| 1.2 Lieu et date de l'entretien | | |
| 1.3 Quartier | | |
| 1.4 Groupe Animatrices | Responsable de groupement | |

2. Forces et faiblesses :

- 2.1 Méthode utilisée au cours de la formation
- 2.2 technique d'animation : efficacité
- 2.3 disposition de la classe
- 2.4 aménagement du calendrier/Volume horaire/durée de la formation
- 2.5 contenu des enseignements en relation avec la vie
- 2.6 Appréciation du programme (force et faiblesse)
- 2.7 Propositions d'amélioration du programme

3. Participation des intervenants :

- 3.1 capacité des auditrices de transfert des connaissances acquises
- 3.2 rôle et stratégies actuelles du groupement
- 3.3 rôle et stratégies actuelles des animatrices
- 3.4 la forme actuelle de participation / les anciennes formes.
- 3.5 Participation des intervenants à l'alphabétisation
- 3.6 participation aux activités communautaires
- 3.7 dynamisation du groupement, adhésion accrue des femmes.

4. Impact des activités

- 4.1 changements de comportement constatés
- 4.2 domaines dans lesquels les changements sont perceptibles (éducation, santé, nutrition, gestion etc.)
- 4.3 Développement des initiatives féminines ?
- 4.4 Emergence des femmes dans les secteurs tels que l'économie, la politique, les affaires etc.
- 4.5 Systèmes de solidarités existants et les nouveaux systèmes de solidarité survenus à la suite du programme d'alphabétisation

5. Quelques données chiffrées sur la population cible

- 5.1 Nombre de femmes et adolescentes touchées par le programme alpha en 98 et en 99
- 5.2 nombre de femmes animatrices existantes dans chaque groupement
- 5.3 nombre de relais sociaux dans chaque groupement
- 5.4 nombre de thèmes I.E.C dispensé, et la liste des thèmes IEC en 98 et 99
- 5.5 Taux de femmes alphabétisées par rapport à la population de femmes / filles du quartier en 98 et 99
- 5.6 Statut matrimoniale des femmes/filles alphabétisées (98 / 99)
- 5.7 Age des femmes et filles.

Grille d'observation du site.

1.1 Date de l'observation /..... /.....

1.2 Quartier...../ Commune /____/

1. Le site était-il un local, une cour, la rue ? 1 = local ; 2 = cour ; 3 = rue ; 4 = autre	O	N	0	1	2	3	4
2. Y a-t-il une clôture autour du site ?	O	N	0	1	2	3	4
3. Si oui y a-t-il des arbres dans la cour ?	O	N	0	1	2	3	4
4. La cour est-elle propre ?	O	N	0	1	2	3	4
5. La cour est-elle spacieuse ?	O	N	0	1	2	3	4
6. Le site est-il proche de : école, centre de santé, lieu de culte, marché, autre ? 0 = école ; 1 = centre de santé ; 2 = lieu de culte ; 3 = marché ; 4 = autre	O	N	0	1	2	3	4
7. Y a-t-il des installations sanitaires pour les auditrices ?	O	N	0	1	2	3	4
8. Si oui sont-elles bien entretenues ?	O	N	0	1	2	3	4
9. Le bâtiment est-il construit en banco (= 1) ou en dur (= 2) ?	O	N	0	1	2	3	4
10. Y a-t-il de l'électricité ?	O	N	0	1	2	3	4
11. La salle est-elle bien aérée ?	O	N	0	1	2	3	4
12. les battants des portes et fenêtres se ferment-elles correctement ?	O	N	0	1	2	3	4
13. le sol est-il crépis (ciment, carreaux, béton)	O	N	0	1	2	3	4
14. La salle est-elle équipée en table-bancs ?	O	N	0	1	2	3	4
15. Quel est l'état des table - bancs ? 0 = insatisfaisant ; 2 = satisfaisant ; 4 = très satisfaisant	O	N	0	1	2	3	4
16. Comment sont disposés les table - bancs ? 0 = la technique de groupe ; 4 = la méthode classique	O	N	0	1	2	3	4
17. Y a-t-il un tableau noir ?	O	N	0	1	2	3	4
18. Quel est l'état du tableau ? 0 = insatisfaisant ; 2 = satisfaisant ; 4 = très satisfaisant	O	N	0	1	2	3	4
19. Y a-t-il des supports visuels ?	O	N	0	1	2	3	4
20. Y a-t-il des gravures/décorations murales ?	O	N	0	1	2	3	4
21. Celles ci ont elles un rapport avec les thèmes de la formation ?	O	N	0	1	2	3	4
22. Y a-t-il des livrets de lecture ?	O	N	0	1	2	3	4
23. Sont-ils en nombre suffisant ? (quel est la ratio livre/auditrice) 0 = 1 livret par auditrice ; 2 = 1 livret pour 2 ; 4 = 1 livret pour plus de 2	O	N	0	1	2	3	4
24. Y a-t-il des livrets de calcul ?	O	N	0	1	2	3	4
25. Sont-ils en nombre suffisant ? (quel est la ratio livre/auditrice) 0 = 1 livret par auditrice ; 2 = 1 livret pour 2 ; 4 = 1 livret pour plus de 2	O	N	0	1	2	3	4

Grille d'observation du cadre de vie

1.1 Date de l'observation /..... /.....

1.2 Quartier...../ Commune /____/

1.3 Nom et prénom de l'auditrice

1.4 Cohorte 98 /____/ 99 /____/ Adolescente /____/

1.5 Statut : Femme /____/ Adolescente /____/

2. OBSERVATION DU CADRE DE VIE.

1. La maison fait-elle partie d'un groupe d'habitations ?	O	N	0	1	2	3	4
2. Y a-t-il une clôture autour de la maison ?	O	N	0	1	2	3	4
3. Si oui y a-t-il des arbres dans la cour ?	O	N	0	1	2	3	4
4. La cour est-elle propre ?	O	N	0	1	2	3	4
5. La cour est-elle spacieuse ?	O	N	0	1	2	3	4
6. La maison est-elle proche de : école, centre de santé, lieu de culte, marché ? 0 = école ; 1 = centre de santé ; 2 = lieu de culte ; 3 = marché ; 4 = autre	O	N	0	1	2	3	4
7. Les toilettes sont-elles communes ?	O	N	0	1	2	3	4
8. Si oui sont-elles bien entretenues ?	O	N	0	1	2	3	4
9. Le bâtiment est-il construit en banco (= 1) ou en dur (= 2) ?	O	N	0	1	2	3	4
10. Est-il électrifié ?	O	N	0	1	2	3	4
11. La maison est-elle bien aérée ?	O	N	0	1	2	3	4
12. les battants des portes et fenêtres se ferment-elles correctement ?	O	N	0	1	2	3	4
13. le sol est-il crépis (ciment, carreaux, béton)	O	N	0	1	2	3	4
14. Y a-t-il une table d'étude ?	O	N	0	1	2	3	4
15. Quel est l'état de la table ? 0 = insatisfaisant ; 2 = satisfaisant ; 4 = très satisfaisant	O	N	0	1	2	3	4
16. Y a-t-il une bibliothèque ?	O	N	0	1	2	3	4
17. Si oui, y a-t-il des livrets de lecture, de calcul, autres ? 0 = livret de lecture ; 1 = livret de calcul ; 3 = autres	O	N	0	1	2	3	4
18. Y a-t-il des journaux (kibaaru, AFEM etc.) 0 = kibaaru ; 2 = AFEM ; 4 = autres	O	N	0	1	2	3	4
19. Y a-t-il des cahiers de notes personnelles, cahiers de compte, P.V ? 0 = cahier de notes ; 1 = cahiers de comptes ; 2 = P.V ; 3 = autres (correspondances, aide mémoire etc.)	O	N	0	1	2	3	4
20. Y a-t-il des gravures/décorations murales ?	O	N	0	1	2	3	4

Test de lecture - écriture

KALANJE NI SEBENI

Kunnafoninseben:

Nin seben kalan, i ka jaabiw seben:

1. I tɔgɔ :
2. I jamu:
3. I si hake:
4. I ka kin tɔgɔ :
5. I ka ki muso jekulu kelen tɔgɔ :
.....
6. Aw ka baaliku kalandenwhake:

Test de calcul :**JAATE**

Salimata taara sugu la ni 50 ye :

A ye mangoro 20 na san saba dɔrɔmɛ

Ka 10 na san duuru dɔrɔmɛ.

A ye mangoro joli la san ?

A ka wari tɔ tora joli ye ?

JAABI :

Annexe 3 : supports de suivi

Support n°1 :

**Fiche de suivi intégré (DRAS / AFEM / DRE D.B) DES CENTRES
D'ALPHABETISATION**

Commune :/ Quartier...../

Date	Identité du centre (nom du centre ; Nom de la présidente	Prénoms et Noms des animatrices	Effectif du C : I = Inscrites R = Réguliers	Les constats	Difficultés rencontrées : ■ Pour les animatrices ■ Pour les auditrices

Support n° 2

Direction régionale de l'action sociale
District de Bamako
Programme Développement Urbain
PDU / SUB / UNICEF

SUPPORT A

FICHE DE SUIVI / ALPHABETISATION / N° _____ / 2000

1-Mois :/ ANNEE...../

2- NOM DU GROUPEMENT NBRE Adhérentes...../

3- QUARTIER...../COMMUNE...../

4- DATE D'OUVERTURE DU CENTRE..... INSCRITES...../

Période	inscrites	présents	absentes	observations
1				
2				
3				
4				
TOTAL				

5- Nom de l'animatrice AFEM...../ Nbre Présences.....

6- Nom de l'animatrice secondaire...../ Nbre Présences.....

7- Commentaire du chargé de suivi...../

...../

...../

8- Suivi parBamako le//2000

9- Visa du chef du service social de commune

NB : La fiche est obligatoirement transmise à la DRAS
Vu à la DRAS

Direction régionale de l'action sociale
District de Bamako
Programme Développement Urbain
PDU / SUB / UNICEF

SUPPORT B

FICHE DE SUIVI / EPARGNE -CREDIT / N° _____/ 2000 (DRAS)

- 1- NOM DU GROUPEMENT NBRE Adhérentes...../
- 2- MONTANT ACCORDE..... NBRE Bénéficiaire.....
- 3- QUARTIER...../COMMUNE...../
- 4- DATE DE DEMARRAGE..../..../..../...../ FIN (Remboursement)...../
- 5- NATURE DE L'ACTIVITE...../
- 6- PERIODE DE REMBOURSEMENT..... N°COMPTE...../

Période de rembourse ment	Montant prévu à rembour ser	Montant rembours é	Réliquat	observations

- 7- Problèmes Identifiés
.....
- 8- Solutions proposées.....
- 9- Suivi par Bamako le// 200..
- 10- Visa du chef du service social
(signature et cachet)

NB : La fiche est obligatoirement transmise à la DRAS
Vus à la DRAS

HAUT COMMISSARIAT DU DISTRICT DE BAMAKO

**DIRECTION REGIONALE DE L'ACTION
SOCIALE-DRAS**

PTOGRAMME PROTECTION SPECIALE
PPS/ DRAS /UNICEFREPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLR - UN BUT - UNE FOI

SUPPORT 'E'**FICHE DE SUIVI/POMPE SOLAIRE****MOISANNEE/200...../**

PERIODES	POMPE N° 01			POMPE N°2			TOTAL DES SOLDES
	Relevé/ Compteur	Recette	Solde	Relevé/ Compteur	Recette	Solde	

Les Supports de Gestion sont-ils remplis : ?...../

Commentaire :/

...../

SUIVI PAR :/Bamako, le 200...../

Visa du Chef SSC**NB : Fiche à envoyer obligatoirement à la DRAS**

Annexe 4 :

PROTOCOLE D'ENTENTE N° 806-DRAS-83/98

ENTRE

**LA DIRECTION REGIONALE DE L'ACTION SOCIALE
DU DISTRICT DE BAMAKO (DRAS/DB)**

Représentée par le Directeur Régional
de l'Action Sociale

Mr MOHAMED ATTAHER MAIGA

ET

**LE RESEAU DES CAISSES D'EPARGNE ET DE CREDIT
"NESIGISO"**

Représenté par la Directrice Générale

MADAME OUMOU SIDIBÉ

**OBJET: ACCES DES FEMMES AU CREDIT DANS LES QUARTIERS
PERI-URBAINS DU DISTRICT DE BAMAKO**

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT:

**I - LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'ACTION SOCIALE
DU DISTRICT DE BAMAKO
S'ENGAGE À:**

Article 1

- Approvisionner le fonds de garantie par un montant de quatre million de francs cfa (4 000 000 frs cfa) dans le cadre de la PROTECTION SPÉCIALE des femmes de Niamakoro en Commune VI du district de Bamako.
- Les fonds serviront à garantir exclusivement les prêts accordés aux femmes encadrées par le Programme Protection Mali- Unicef 1998-2002.

Article 2

- Les conditions de garantie des prêts sont définies comme suit:
 - Etre membre d'une caisse d'Epargne Crédit du réseau Nesigiso
 - Tout prêt accordé aux femmes concernées est garanti par le fonds pour 50% du montant plus les intérêts dans les limites du fonds disponible ;
 - Apport personnel de 10% du montant sollicité et accordé.

Article 3

- Sensibiliser les femmes des quartiers concernés à adhérer et à utiliser les Caisses d'Epargne Crédit du réseau Nesigiso

Article 4

- Assurer le suivi des femmes dans la gestion de leurs activités économiques en collaboration avec le personnel du réseau Nesigiso.

Article 5

- Les fonds domiciliés dans le Compte de la DRAS/DB restent propriété de la Communauté et ne peuvent être utilisés que pour des activités de développement communautaire au profit des populations des dits quartiers.
- Toute autre utilisation doit obligatoirement faire l'objet d'un accord dûment signé entre la DRAS, le Réseau Nesigiso et les représentants de la Communauté.

Article 6

- La DRAS/DB se conformera aux principes de gestion des prêts définis par le réseau Nesigiso.

II - LE RESEAU DES CAISSES D'EPARGNE CREDIT "NESIGISO"

S'ENGAGE A :

Article 7

- Associer la DRAS/DB à l'étude des dossiers de prêts initiés par les femmes concernées par le projet et de la politique de Crédit du réseau NESIGISO.

Article 8

- Octroyer le crédit aux femmes concernées conformément aux principes définis à l'Article 2.

Article 9

- Le montant alloué à un groupement féminin ne peut en aucun cas être supérieur au double du fonds garanti pour 50% par le Fonds et 50% par le réseau Niesigiso.

Article 10

- Faire le suivi systématique des femmes bénéficiaires de prêts octroyées.

Article 11

- Faire un compte rendu périodique à la DRAS/DB sur la situation des prêts octroyés et remboursés.

Article 12

- Faire participer selon les besoins, le personnel de la DRAS/DB aux actions de formation et d'information.

Article 13

- Sensibiliser les différentes structures des Caisses d'épargne crédit et les membres masculins aux conditions de prêts aux femmes dans la caisse.

III - DISPOSITIONS COMMUNES

Article 14

Les deux parties s'engagent à :

- Organiser ensemble ou séparément de sessions de formation au profit des femmes ou des animatrices/eurs et des structures de gestion sur :
 - .les procédures d'accès à l'épargne Crédit;
 - .le financement des activités génératrices de revenu;
 - .l'organisation communautaire;
 - .le Marketing;
 - .la gestion .

Article 15

- Les deux parties organiseront des rencontres sur l'évolution des crédits en faveur des femmes concernées par le projet.

Article 16

- Les deux parties s'engagent à respecter les termes du présent protocole et toute dérogation devrait faire l'objet de concertation entre elles.

Article 17

- Dans le cas extrême de liquidation d'une Caisse ou du Réseau NESIGISO l'utilisation des fonds domiciliés dans les comptes de la DRAS/DB fera l'objet de Concertation entre les représentants de la communauté et la DRAS/DB.

Article 18

Le présent Protocole est valable jusqu'au 31 Décembre 1999. A partir de cette date le contenu du présent protocole est renouvelable.

Article 19

En cas de litiges tous les conflits sont réglés à l'amiable;
En désaccord total les deux parties se réfèrent aux juridictions compétentes.

Article 20

Le Présent Protocole entre la DRAS/DB. et NESIGISO peut servir d'expérience de partenariat dans le domaine de la gestion de l'épargne Crédit et de la garantie des fonds Unicef destinés aux activités génératrices de revenu notamment le petit Crédit.

Bamako le 31 AOÛT 1998

AMPLIATIONS:

DAF/MSPA.....1
DAF/Presidence.....1
UNICEF.....1
Gvnorat/DB.....1
DNAS.....1
Coordinations
NESIGISO-BKO/SGOU..1
Toutes C/NESIGISO..1
Dossiers/PP-DRAS...1

ONT SIGNE :

Pour

la DIRECTION REGIONALE
L'ACTION SOCIALE

Pour

Le RESEAU MALIEN DES
CAISSES D'EPARGNE
ET DE CREDIT
"NESIGISO"

LE DIRECTEUR REGIONAL

LE DIRECTEUR GENERAL

Mr MOHAMED ATTAHER MATCA



Mme OUMOU SIDIBE

Mme OUMOU SIDIBE

